



**AUDA-NEPAD**  
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE

# RAPPORT ANNUEL

AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE - NEPAD

**2023**





# SOMMAIRE

• MESSAGE DE LA SECRETAIRE EXECUTIVE	06
• GOUVERNANCE DE L'AUDA-NEPAD	08
• LES DIX PREMIÈRES ANNÉES DE L'AGENDA 2063	10
• DÉCENNIE DE MISE EN ŒUVRE ACCÉLÉRÉE 2024-2033 : D'ICI 2033, L'AFRIQUE VEUT ÊTRE...	14
• INFRASTRUCTURE, COMMERCE ET MARCHÉ	16
• L' AGRICULTURE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE	28
• DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET DES INSTITUTIONS	36
• CIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION	50
• PARTENARIATS ET MOBILISATION DES RESSOURCES	57
• EXCELLENCE INSTITUTIONNELLE	58



© African Union Development Agency - NEPAD  
230 15th Road, Midrand, Johannesburg, South Africa

Tel : +27-11 256 3600  
Email : info@nepad.org  
Web : www.nepad.org  
Twitter: @Nepad\_agency  
ISBN 978-1-7764306-8-0  
#TheAfricaWeWant  
Décembre 2023

Ce travail est le fruit des efforts du personnel de l'Agence de Développement de l'Union Africaine – NEPAD ainsi que des contributions externes. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les vues de l'AUDA-NEPAD. Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'AUDA-NEPAD aucune prise de position quant au statut juridique ou à l'état de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Citation recommandée:

African Union Development Agency - NEPAD. 2023. AUDA-NEPAD Annual Report 2023. AUDA-NEPAD, Midrand, South Africa.





# ACRONYMS

ABNE	Réseau d'expertise africain de biosécurité	HSGOC	Comité d'orientation des chefs d'États et des gouvernements
ACE	Communauté africaine des experts en cybernétique	IA	Intelligence artificielle
AfSEM	Marché unique africain de l'électricité	IFD	Institutions de financement du développement
ALM	Réunion des dirigeants en Afrique	JASAN	Journée africaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
AMA	Agence africaine du médicament	ODD	Objectifs de développement durable
AMRH	Programme d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique	OGM	Organismes génétiquement modifiés
ANR	Agence nationale de réglementation	OUA	Organisation de l'unité africaine
APET	Groupe de haut niveau de l'UA sur les technologies émergentes	PAC	Position africaine commune
APPF	Facilité de préparation des projets africains	PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine
ASBP	Programme africain sur les semences et les biotechnologies	PDN	Plan de développement nationaux
ASPL	Alimentation scolaire issue de la production locale	PIDA	Programme pour le développement des infrastructures en Afrique
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique	PIDA-PAP	Plan d'action prioritaire du PIDA
CER	Communautés économiques régionales	PIFAH	Programme de l'UA pour l'investissement et le financement de la santé en Afrique
CJED	Dialogue exécutif Calestous Juma	PMPA	Plan de fabrication de produits pharmaceutiques pour l'Afrique
CMP	Plan directeur continental	PND	Plans nationaux de développement
COREP	Comité des représentants permanents	PNIA	Plans nationaux d'investissement agricole
CTS	Comité technique spécialisé	PRIA	Plans régionaux d'investissement agricole
CUA	Commission de l'Union africaine	R&D	Recherche et développement
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels	RCORE	Centres régionaux d'excellence en matière de réglementation
EU	États-Unis	SST	Santé et sécurité au travail
FTYIP	Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063	STI	Science, technologie et innovation
GBVC	Lutte contre les vecteurs à base génétique	STYIP	Deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063
GEd	Édition du génome	TIC	Technologies de l'information et des communications
GEWE	La stratégie de l'UA pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes	UA	Union africaine
IVM	Programme africain de gestion intégrée des vecteurs	UA-FDA	Fonds de développement de l'Agenda 2063 de l'Union africaine
HMSP	Plateforme de soutien à la fabrication de produits de santé	ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine
HRISA	Stratégie de recherche et d'innovation en santé pour l'Afrique		



# REDYNAMISER L'AFRIQUE

L'année 2023 a une signification particulière pour le continent africain, en ce sens qu'elle marque un tournant décisif dans notre quête commune du développement et de l'unité. Alors que nous commémorens le 60ème anniversaire de la création de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), la première institution continentale postindépendance du continent, nous faisons le point sur les progrès et les lacunes dans la réalisation de la vision panafricaine d'un continent uni, libre et maître de son destin.

L'année 2023 constitue un moment critique pour l'Agence de développement de l'Union africaine. Elle représente non seulement un hommage aux contributions de nos mères et pères fondateurs, des filles et fils de l'Afrique sur le continent et dans la diaspora, mais elle marque également la fin du premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063. À cet égard, l'AUDA-NEPAD a réalisé, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA), une évaluation complète du premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063, qui a jeté les bases de la formulation du deuxième plan décennal de mise en œuvre 2024-2033 (STYIP), définissant la trajectoire du développement de l'Afrique au cours de la prochaine décennie.

Le processus d'évaluation, qui a bénéficié de la participation active des 55 États membres de l'Union africaine, représente un effort collectif historique et une approche inclusive de l'évaluation des progrès et de l'impact de la phase initiale de l'Agenda 2063. Grâce à des consultations, des examens et des évaluations complets, l'AUDA-NEPAD et la CUA ont exploité les idées, les données et les commentaires des États membres, faisant preuve d'un front uni pour mesurer les progrès et l'impact de la phase initiale de l'Agenda 2063. Les résultats de l'évaluation démontrent que la première décennie de l'Agenda 2063 a fourni à l'Afrique une occasion unique pour l'ensemble des 55 États membres de l'UA afin de se mobiliser autour d'un programme de développement commun.



**S.E. Nardos Bekele-Thomas**  
Secrétaire Exécutive, AUDA-NEPAD

Alors que nous clôturons le chapitre du premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063, il apparaît clairement que l'Afrique a accompli des bonds prodigieux, en particulier dans le domaine du développement des infrastructures et de l'intégration économique. Cependant, il est tout aussi important de reconnaître que le continent n'est pas suffisamment avancé pour atteindre la totalité des 20 objectifs. Parmi ces objectifs figurent notamment les efforts déployés par le continent pour atteindre un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous, des économies transformées et la création d'emplois.

Le STYIP qui s'étend de 2024 à 2033, marque l'avènement d'une nouvelle ère pour le continent, qui façonnera l'avenir de notre continent bien-aimé. La deuxième décennie de l'Agenda 2063 a été déclarée Décennie de l'accélération, sur la base des progrès réalisés, des défis à relever et des domaines dans lesquels une accélération est nécessaire pour atteindre nos objectifs collectifs.





Sept « moonshots » qui incarnent les ambitions de l'Agenda 2063 ont été identifiés pour accélérer les progrès. D'ici 2033, l'Afrique veut que:

1. chaque État membre de l'UA atteigne au moins le statut de pays à revenu intermédiaire ;
2. l'Afrique soit plus intégrée et connectée ;
3. les institutions publiques soient plus réactives ;
4. l'Afrique règle les conflits de manière pacifique ;
5. les valeurs africaines soient explicites et valorisées ;
6. les citoyens africains soient plus autonomes et plus productifs ; et
7. l'Afrique soit un acteur mondial fort et influent.

Pour remédier à l'un des inconvénients majeurs du premier plan décennal de mise en œuvre - l'absence d'évaluation des coûts - l'AUDA-NEPAD, en étroite collaboration avec la Commission et les partenaires au développement, a dirigé la préparation du cadre d'évaluation des coûts du deuxième plan décennal de mise en œuvre (STYIP). La réalisation de nos objectifs et de nos ambitions au cours de la prochaine décennie nécessitera 8,9 billions de dollars États-Unis (EU). À cet égard, l'AUDA-NEPAD a lancé une initiative continentale conjointe de mobilisation des ressources et de programmation, baptisée « Team Africa », en collaboration avec la CUA, les Communautés économiques régionales (CER) et d'autres acteurs clés. Team Africa vise à domestiquer et à soutenir la mise en œuvre du STYIP aux niveaux régional et national en optimisant les avantages de l'intégration régionale. Team Africa témoigne des aspirations et des ambitions collectives du continent africain pour résoudre nos problèmes de développement avec des solutions africaines.

Cette année, nous avons également célébré les résultats remarquables du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA). Au cours de la dernière décennie, le PIDA a changé la donne dans la configuration du paysage des infrastructures de notre continent, jetant les bases d'une croissance et d'une prospérité durables. Grâce à des investissements stratégiques dans les infrastructures des transports, de l'énergie, de l'eau et des Technologies de l'information et des communication (TIC), le PIDA a permis, par le biais de son premier plan d'action prioritaire (PIDA-PAP 1), de relier les communautés et de faciliter le commerce, de renforcer les économies africaines et d'améliorer les moyens de subsistance de millions de personnes. Près de 30 millions de personnes ont eu accès à l'électricité, l'accès global à l'électricité étant actuellement d'environ 44 %. Les infrastructures routières et ferroviaires ont entraîné une légère augmentation des exportations intra-africaines, qui représentent désormais 16 % des échanges commerciaux. En outre, 112.900 emplois directs et 49.400 emplois indirects ont été créés pendant la mise en place et l'exploitation des projets PIDA.

Pour l'avenir, nous nous engageons à tirer parti de ces succès, en alignant les projets sur nos aspirations collectives à l'intégration régionale, à l'industrialisation et à la réalisation de l'Agenda 2063. Ainsi, nous veillerons, en collaboration avec les États membres et les partenaires au développement, à la mise en œuvre efficace du plan d'action prioritaire du PIDA, afin de promouvoir le développement durable, la

création d'emplois et la réduction de la pauvreté sur l'ensemble du continent. À cet égard, notre personnel œuvrera sans relâche pour garantir les intérêts des investissements de 175 millions de dollars EU en faveur des 22 projets PIDA à fort impact, conformément au deuxième sommet historique de Dakar sur le financement, organisé sous le haut-patronage de S.E. Macky Sall, le Président de la République du Sénégal.

En matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et de durabilité environnementale, l'AUDA-NEPAD s'est associée à la CUA, aux CER et aux partenaires pour aider 49 États membres à assurer le suivi et à rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs agricoles et des objectifs de la Déclaration de Malabo 2025, et a achevé le quatrième rapport d'examen biennal (EB) du Programme détaillé pour le développement et l'agriculture (PDDAA). Le rapport d'examen biennal est un outil essentiel pour accélérer les efforts continentaux, régionaux et nationaux en vue d'une transformation collective de l'agriculture.

En outre, notre plaidoyer a permis d'élaborer la position commune de l'Afrique sur le changement climatique au sein du forum mondial afin de garantir un financement et une programmation équitables des opérations relatives au climat sur le continent. À cette fin, j'ai le plaisir d'annoncer que le 3 décembre 2023, en marge de la COP28, l'AUDA-NEPAD a signé un accord de siège avec le gouvernement de la République arabe d'Égypte pour la création en Égypte d'un Centre d'excellence AUDA-NEPAD sur la résilience et l'adaptation au changement climatique (CRAC AUDA-NEPAD). Le CRAC constitue une autre étape importante dans l'engagement pris par l'Afrique pour s'attaquer aux questions de résilience et d'adaptation au changement climatique.

Au cours de l'année, nous avons continué à placer le développement centré sur les personnes au cœur de la programmation et de la mise en œuvre. Dans le cadre de notre initiative phare, Energize Africa, nous avons conclu des partenariats et nous nous sommes engagés auprès des jeunes pour améliorer la plus grande ressource de l'Afrique. Nous avons fait progresser l'initiative « 100 millions de MPME » pour transformer les micros, petites et moyennes entreprises africaines. Nous avons mobilisé un montant de 20 millions d'euros pour soutenir des programmes sur la jeunesse, l'égalité entre les genres et l'autonomisation économique des femmes dans trois communautés économiques régionales.

À chaque étape, nous n'avons épargné aucun effort ni aucune ressource pour réaliser les aspirations de nos mères et pères fondateurs. Les résultats présentés dans ce rapport soulignent notre détermination et notre engagement à tracer notre voie pour l'avenir, ce dont je suis extrêmement fière.

Grâce à l'engagement inébranlable de nos États membres, de nos partenaires et de notre personnel dévoué, je suis convaincue que l'AUDA-NEPAD continuera de jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du programme de développement du continent.

**S.E. Nardos Bekele-Thomas**  
*Secrétaire Exécutive*



# NOUVEAU PRESIDENT

## Nouveaux président et membres du Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement (HSGOC)

S.E. Abdel Fattah El-Sissi, Président de la République Arabe d'Égypte, a été désigné lors du Sommet de l'Union africaine de février 2023, en qualité de Président du Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement du NEPAD (HSGOC). Le président sortant, S.E. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, a été désigné Vice-président et Rapporteur du HSGOC ainsi que trois autres Vice-présidents. Le président du HSGOC, qui est élu pour deux ans, rend compte à la Conférence de l'Union africaine des activités de l'AUDA-NEPAD et formule des recommandations de décisions pour examen et adoption par la Conférence. Le HSGOC, sous-comité de la Conférence de l'UA, comprend 33 membres : huit États membres présidant les CER et vingt-cinq États membres. Les membres sont renouvelés tous les deux ans, à l'exception des cinq États membres fondateurs de l'AUDA-NEPAD : l'Algérie, l'Égypte, le Nigeria, le Sénégal et l'Afrique du Sud.



**H.E. Abdel Fattah El-Sisi,**  
Président de l'Égypte, Président du NEPAD HSGOC

La composition du nouveau HSGOC pour la période 2023 et 2025 est la suivante





# UNE DÉCENNIE DE CONVERGENCE

L'Agenda 2063 vise à réaliser « l'Afrique que nous voulons » - une Afrique intégrée, prospère et en paix, gérée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique dans l'arène internationale. Structuré comme un plan de développement sur 50 ans, l'Agenda 2063 est mis en œuvre par le biais de cinq plans décennaux de mise en œuvre représentant un ensemble d'ambitions et d'objectifs à réaliser par le continent grâce à des efforts coordonnés et collectifs.

Le premier plan décennal de mise en œuvre, qui s'étend de 2014 à 2023, étant arrivé à terme, le Conseil exécutif a chargé la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'AUDA-NEPAD d'évaluer la mise en œuvre du plan de développement de la première décennie de l'Afrique. En conséquence, la CUA et l'AUDA-NEPAD, ainsi que d'autres membres du groupe de travail technique de l'UA sur le suivi et l'évaluation de l'Agenda 2063, ont travaillé en étroite collaboration avec les États membres, les Communautés économiques régionales (CER) et les partenaires au développement pour évaluer la mise en œuvre de la première décennie de l'Agenda 2063 et formuler le deuxième plan décennal de mise en œuvre (STYIP). Ces deux tâches sont également désignées sous l'appellation « Projet spécial ».





# CE QUE NOUS AVONS APPRIS

L'Agenda 2063 est aussi pertinent aujourd'hui qu'il y a 10 ans.



L'évaluation des 10 premières années de l'Agenda 2063 a montré que l'Agenda 2063 offrait une occasion unique aux 55 États membres de l'UA pour se mobiliser autour d'un programme de développement commun, renforçant ainsi les efforts en faveur de l'intégration régionale et continentale. Ceci a été particulièrement marqué par l'engagement des États membres de l'UA à mettre en œuvre les positions africaines communes sur la souveraineté alimentaire, le changement climatique et les questions commerciales. En conséquence, les Plans nationaux de développement (PND) des pays sont étroitement alignés sur les priorités définies dans l'agenda de développement continental. Ainsi, les 10 premières années de l'Agenda 2063 sont considérées comme la décennie de la convergence, au cours de laquelle l'Afrique a renforcé sa détermination à poursuivre des objectifs communs. La prochaine décennie vise à consolider les acquis et à accélérer les progrès.

Deux agendas - l'Agenda 2063 et l'Agenda 2030 - un seul plan



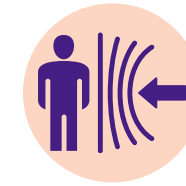
Il existe une forte concordance entre l'Agenda 2063 et d'autres cadres de développement, en particulier les Objectifs de développement durable (ODD). S'appuyant sur cette concordance, la stratégie « Un plan, deux agendas » a été conçue pour s'assurer de la mise en œuvre des deux agendas à travers le deuxième plan décennal de mise en œuvre (STYIP). Cette approche met l'accent sur le renforcement de la planification collaborative entre l'Union africaine et les Nations unies, en tirant parti des dispositions de mise en œuvre et des ressources pour accélérer la réalisation de ces deux agendas dans toute l'Afrique par le biais d'un « plan unique ». Toutefois, d'avantage d'engagement politique sera nécessaire pour mettre en œuvre et rendre compte du STYIP et des ODD.







## Renforcement de la résilience



Le continent n'était pas préparé à faire face à des chocs externes et à des catastrophes imprévisibles au cours de la première décennie de l'Agenda 2063. Le manque de préparation a entraîné la perte massive de certains gains enregistrés. Des mesures et des mécanismes spécifiques sont nécessaires pour les futures planifications et mises en œuvre en vue de renforcer la résilience socio-économique et atténuer les chocs externes. Le deuxième plan décennal de mise en œuvre portera sur les aspects de la résilience, notamment les chocs internes et externes, qui ne figuraient pas explicitement dans le premier plan décennal de mise en œuvre.

## Domestication de l'Agenda 2063



L'Agenda 2063 est un plan de développement axé sur les populations, ce qui signifie qu'il tient compte des aspirations et des besoins des populations africaines et qu'il vise à les habiliter à déterminer leur avenir. La domestication de l'Agenda 2063 met l'accent sur l'appropriation de sa mise en œuvre par les gouvernements, les institutions et les citoyens africains. Dans l'ensemble, il est nécessaire de sensibiliser le public et de promouvoir sa participation à l'Agenda 2063 au cours de la prochaine décennie, notamment au niveau local et communautaire afin d'améliorer l'appropriation, la participation des différentes parties prenantes et la responsabilité mutuelle en vue d'une mise en œuvre accélérée. En outre, l'une des principales priorités de l'AUDA-NEPAD sera la domestication de l'Agenda 2063 et l'intégration des objectifs, des cibles et des principes du deuxième plan décennal de mise en œuvre dans le contexte spécifique des pays africains.

## Mobilisation durable des ressources nationales



L'une des lacunes critiques du premier plan décennal de mise en œuvre réside dans le fait qu'il aurait dû être chiffré, ce qui a constitué un défi significatif pour la mobilisation des ressources. L'analyse du budget de l'Union (2014 - 2021) a démontré que les ressources financières étaient insuffisantes pour atteindre les résultats escomptés et qu'il était nécessaire par la suite de redoubler d'efforts pour une mobilisation durable des ressources nationales. Par ailleurs, les ressources internes et externes étaient insuffisantes pour mettre en œuvre le premier plan décennal de mise en œuvre aux niveaux continental, régional et national. Il est donc devenu prioritaire pour l'AUDA-NEPAD de mettre en place un fonds de développement dédié à l'Agenda 2063 afin d'accélérer la mobilisation des ressources et le déploiement efficace des ressources techniques et financières dans les pays.



# L'AFRIQUE A RÉALISÉ DES PROGRÈS REMARQUABLES

## MAIS LE CONTINENT DOIT RATTRAPER SON RETARD DANS LA RÉALISATION DES 20 OBJECTIFS DE L'AGENDA 2063

L'évaluation a révélé que la performance globale du continent dans la réalisation des 20 objectifs était insuffisante, se situant à 39 % par rapport aux objectifs fixés. Si des résultats remarquables ont été obtenus dans des domaines tels que la pénétration de l'internet et l'accès au traitement antirétroviral pour le pourcentage de la population vivant avec le VIH, les progrès ont été minimes en ce qui concerne plusieurs paramètres socio-économiques tels que la scolarisation dans l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, la réduction de la prévalence du paludisme et de la tuberculose, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement adéquats, et l'augmentation du nombre de ménages ayant accès à l'électricité. L'évaluation a également révélé la nécessité d'améliorer la planification et la mise en œuvre multisectorielles et multipartenaires. Cela nécessite notamment le renforcement du lien entre la paix, la sécurité et le développement, le renforcement du soutien politique et la mise en commun des ressources pour renforcer les capacités systémiques en matière de planification, de coordination et de mise en œuvre de l'Agenda 2063, en particulier au niveau national.



Où l'Afrique a-t-elle réalisé des progrès significatifs ?[1]



### Objectif 9

Les institutions financières et monétaires continentales sont établies et fonctionnent



### Objectif 10

Des infrastructures de classe internationale sur tout le continent



### Objectif 12

Des institutions capables et un leadership transformateur à tous les niveaux.



### Objectif 13

La paix, la sécurité et la stabilité sont préservées



### Objectif 14

Une Afrique stable et pacifique



### Objectif 15

Une architecture africaine de paix et de sécurité entièrement fonctionnelle et opérationnelle



### Objectif 19

L'Afrique participe de façon active et égale aux affaires internationales et un pilote de la coexistence pacifique



Où l'Afrique a-t-elle fait des progrès modérés ?



### Objectif 3

Des citoyens en bonne santé et bien nourris



### Objectif 5

Une agriculture moderne pour une productivité et une production accrue



### Objectif 11

Les valeurs démocratiques, les pratiques, les principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit seront pleinement ancrés



### Objectif 17

Égalité complète entre les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la vie



Où reste-t-il des défis significatifs à relever ?



### Objectif 1

§ Les populations africaines ont un niveau et une qualité de vie élevés, une bonne santé et le bien-être



### Objectif 2

Les citoyens sont bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation



### Objectif 4

Les économies structurellement transformées



### Objectif 8

Une Afrique unie (fédérale ou confédérée)



### Objectif 16

La Renaissance culturelle africaine est prépondérante



### Objectif 18

Une jeunesse engagée et responsabilisée



### Aspiration 1

Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable



### Aspiration 2

Un continent intégré, uni sur le plan politique et ancré dans les idéaux du Panafricanisme et la vision de la Renaissance africaine



### Aspiration 3

Une Afrique de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme, de la justice et de l'État de droit



### Aspiration 4

Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité



### Aspiration 5

Une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, et de valeurs et d'éthique partagées



### Aspiration 6

Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations



### Aspiration 7

Une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale



[1] Les rapports complets sur l'évaluation du premier plan décennal de mise en œuvre, le deuxième plan décennal de mise en œuvre et les rapports d'avancement bisannuels sont disponibles sur le site [www.nepad.org](http://www.nepad.org).



# D'ICI 2033, L'AFRIQUE VEUT ÊTRE:

Sur la base des enseignements tirés de la conception et de la mise en œuvre de la première décennie de l'Agenda 2063, la deuxième décennie de l'Agenda 2063 s'annonce comme une décennie d'accélération. Le deuxième plan décennal de mise en œuvre (STYIP) de l'Agenda 2063 posera les jalons des décennies suivantes qui seront caractérisées par un impact, une stabilité et une influence accrues, aboutissant ainsi à « l'Afrique que nous voulons ». Le STYIP donnera la priorité aux investissements dans les éléments moteurs, les trajectoires et les catalyseurs afin d'obtenir des résultats à la bonne vitesse et à l'échelle requise. À cet égard, sept « moonshots » incarnant les ambitions de l'Agenda 2063 ont été identifiés. Ces sept Moonshots s'inspirent des sept aspirations de l'Agenda 2063. Il s'agit d'objectifs ambitieux, réalisables sur une période de dix ans, destinés à rapprocher le continent de « l'Afrique que nous voulons ».

Le plan comporte également des domaines prioritaires, une matrice de résultats assortie d'objectifs, ainsi qu'un aperçu des stratégies indicatives et des éléments facilitateurs pour une mise en œuvre efficace du plan de développement de l'Afrique. Le projet de plan se caractérise par une rigueur analytique fondée sur des données probantes, grâce à l'analyse prospective entreprise par l'AUDA-NEPAD pour obtenir des scénarios plausibles permettant le choix des domaines prioritaires et des objectifs.

Le projet de rapport d'évaluation du FTYIP et le projet de STYIP ont été approuvés par le Conseil exécutif de l'UA en octobre 2023. Le rapport sur le Projet spécial sera présenté à la Conférence lors du Sommet de l'UA en février 2024 pour approbation.

## « MOONSHOTS » DE L'AGENDA 2063



PROSPEROUS

### PROSPÈRE

Chaque État membre de l'UA atteigne au moins le statut de pays à revenu intermédiaire



INTEGRATED

### INTÉGRÉE

L'Afrique soit plus intégrée et connectée



DEMOCRATIC

### DÉMOCRATIQUE

Les institutions publiques soient plus réactives



PEACEFUL

### PACIFIQUE

L'Afrique règle les conflits de manière pacifique



CULTURED

### CULTIVÉE

Les valeurs africaines soient explicites et valorisées



PEOPLE-DRIVEN

### AXÉE SUR LES POPULATIONS

Les citoyens africains soient plus autonomes et plus productifs.



PARTNERSHIP

### PARTENARIAT

L'Afrique devienne un acteur mondial fort et influent



# ACCÉLÉRER LES PROGRÈS

En 2023, l'AUDA-NEPAD a continué à renforcer les capacités des CER et des États membres en matière de suivi et d'établissement de rapports sur les progrès réalisés dans le cadre de l'Agenda 2063, en s'appuyant sur un renforcement du plaidoyer, du partage des connaissances et de l'apprentissage entre pairs. Dans ce contexte, l'AUDA-NEPAD a mis en place une plateforme interactive de connaissances sur l'Agenda 2063. La plateforme en ligne comprend un tableau de bord interactif avec des capacités intégrées pour une analyse approfondie des séries chronologiques afin d'évaluer les progrès accomplis au niveau national, régional et continental, en s'appuyant sur les données des rapports biennaux sur les progrès réalisés par les pays. En outre, la plateforme comprend un outil de plaidoyer sur l'Agenda 2063, des communautés de pratique dirigées par les États membres pour l'apprentissage collectif, et une plateforme de partage des connaissances comprenant les bonnes pratiques et les enseignements tirés par les pays. Alors que l'Afrique lance le STYIP, l'AUDA-NEPAD a entrepris de mettre à jour le tableau de bord de l'Agenda 2063 en y intégrant les sept moonshots à atteindre au cours de la prochaine décennie ainsi que les nouveaux indicateurs et objectifs fixés par les États membres. En outre, l'AUDA-NEPAD a numérisé le modèle de saisie des données de l'Agenda 2063 et développé une plateforme en ligne permettant aux États membres de gérer, de télécharger et de publier des ensembles de données nationales. La plateforme est destinée à devenir un dépôt continental d'informations, de données et de connaissances sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063. La plateforme de l'Agenda 2063 est accessible [ici](#).



# 8.9 BILLIONS DE DOLLARS EU

L'AUDA-NEPAD a dirigé, en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la préparation du cadre d'évaluation des coûts du STYIP. Pour que l'Afrique réalise l'ensemble de ses objectifs et ambitions au cours des dix prochaines années, il est prévu que le continent nécessitera trois milliards de dollars EU supplémentaires (3 milliards \$ EU), ce qui portera le coût total à 8,9 billions de dollars EU.



## Team Africa : Une approche unifiée pour la mobilisation des ressources de l'Agenda 2063

Avec la crise financière mondiale actuelle, la mobilisation des fonds supplémentaires nécessitera des mécanismes de financement innovants. À cette fin, l'AUDA-NEPAD a lancé, en collaboration avec la CUA, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), les CER et d'autres parties prenantes clés, une campagne continentale de mobilisation des ressources dénommée « Team Africa » en 2023. Team Africa reflète une approche unie de la domestication et de la mise en œuvre du deuxième plan décennal de mise en œuvre (STYIP) de l'Agenda 2063 par le biais d'une planification, d'une programmation et d'une mobilisation des ressources conjointes aux niveaux continental, régional et national. Des représentants de toutes les CER, des organes spécialisés de l'UA et d'autres entités vitales ont assisté à son lancement, ce qui souligne l'importance de « Team Africa ». Un ensemble d'initiatives stratégiques et catalytiques a été identifié. Ces initiatives sont destinées à entraîner un changement transformateur sur le continent, en relevant des défis cruciaux et en tirant parti des possibilités offertes. Des efforts ont été déployés pour s'assurer que ce programme soit complémentaire avec les programmes phares existants et qu'il génère des synergies avec eux. Cette approche permet d'éviter les doubles emplois et d'optimiser l'utilisation des ressources. En outre, un plan financier complet a été élaboré pour Team Africa. Il garantit ainsi que toutes les initiatives du programme s'appuient sur une stratégie claire en matière de besoins en ressources financières et techniques.

Coût et déficit de financement pour les sept Moonshots (Ambitions) du STYIP

Moonshots du STYIP	Situation actuelle (Milliards US\$)	Appui au STYIP (Milliards US\$)	Déficit de financement (Milliards US\$)
<b>Moonshot 1:</b> Chaque État membre de l'UA atteint au moins le statut de pays à revenu intermédiaire	2903.22	4096.09	1192.87
<b>Moonshot 2:</b> L'Afrique est plus intégrée et connectée	650.06	1153.25	503.19
<b>Moonshot 3:</b> Les institutions publiques sont plus réactives	954.85	1427.74	472.88
<b>Moonshot 4:</b> L'Afrique règle les conflits de manière pacifique	602.17	676.19	74.02
<b>Moonshot 5:</b> Les valeurs africaines sont explicites et valorisées	12.59	20.19	7.60
<b>Moonshot 6:</b> Les citoyens africains sont plus autonomes et plus productifs	366.09	1198.24	832.15
<b>Moonshot 7:</b> L'Afrique est un acteur mondial fort et influent.	123.92	343.94	220.02
<b>Total</b>	<b>5612.91</b>	<b>8915.63</b>	<b>3302.72</b>



## Fonds de développement de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA-FDA)

En outre, l'AUDA-NEPAD a entrepris une étude de faisabilité pour la création d'un Fonds de développement de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA-FDA). L'UA-FDA adopte une approche « moonshot » (ambitieuse) pour financer les défis et les opportunités uniques de l'Afrique, guidée par les sept « Moonshots » du deuxième plan décennal de mise en œuvre (STYIP) de l'Agenda 2063, complétés par les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030. Reconnaisant les limites des modèles traditionnels de financement du développement en Afrique au cours des six dernières décennies et la dynamique de réforme des banques multilatérales de développement (BMD) ainsi que des institutions de financement du développement (IFD), il est nécessaire de repenser des voies innovantes de développement durable pour l'Afrique. L'étude de faisabilité permet d'évaluer la mise en place de l'UA-FDA en tant que mécanisme stratégique conçu pour répondre aux besoins de financement importants du STYIP et une série de plans décennaux de mise en œuvre successifs jusqu'en 2063, tout en plaçant la résilience au cœur des besoins de développement de l'Afrique. L'étude de faisabilité recommande un modèle de financement hybride qui associe les stratégies traditionnelles des banques de développement à des méthodes de financement dynamiques axées sur le secteur privé. Cette approche est particulièrement adaptée pour répondre aux demandes diverses et complexes des Moonshots et aux environnements conjoncturels uniques des États membres. L'UA-FDA revêt une importance stratégique car il va au-delà de son rôle de simple mécanisme de financement. Il s'agit d'un instrument stratégique qui aligne les ressources financières sur les priorités continentales de l'Afrique. L'UA-FDA est destiné à jouer un rôle moteur dans la réalisation des ambitieux Moonshots du STYIP, marquant ainsi une étape importante vers un continent africain prospère, résilient et autosuffisant.



# INFRASTRUCTURE, COMMERCCE ET MARCHÉ

Dans le cadre du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), l'AUDA-NEPAD vise à relever les défis de connectivité en développant des infrastructures transfrontalières dans les domaines du transport, des TIC, de l'énergie et des eaux transfrontalières. L'objectif premier du PIDA est de stimuler le commerce intra-africain et de faciliter la circulation des personnes et des services, ouvrant ainsi la voie à une Afrique prospère et interconnectée. Pour concrétiser cette vision, l'Afrique a besoin d'un investissement de 161 milliards de dollars EU pour 2021-2030. À cet égard, l'AUDA-NEPAD travaille en collaboration avec les CER, les pays, les institutions spécialisées et le secteur privé en vue de l'accélération de la mise en œuvre et du financement des projets PIDA. L'AUDA-NEPAD met également l'accent sur le règlement des problèmes de transport et de logistique tout en améliorant l'accès aux marchés pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), conformément à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

## 10ème année du PIDA: Une décennie de transformation des infrastructures africaines

En 2023, l'AUDA-NEPAD a lancé, en partenariat avec la CUA et la JICA, le premier rapport décennal d'avancement du PIDA lors de la réunion du Comité technique spécialisé sur le transport, les infrastructures transcontinentales et interrégionales et l'énergie (STC-TTIE). Le rapport d'avancement du PIDA couvre les 10 premières années de la mise en œuvre du PIDA PAP I (2012-2020) et la transition vers la deuxième phase du PIDA PAP 2, qui s'étend de 2021 à 2030. Le PIDA PAP II comprend 69 projets, avec au moins 10 projets par région (Nord, Australe, Est, Ouest et Centrale).

Au cours des 10 dernières années, le PIDA a permis de réaliser des progrès remarquables dans les domaines africains des transports, de l'énergie, des TIC et des ressources en eau transfrontalières. Les projets PIDA I sont passés des phases de planification aux phases d'exécution, et la plupart d'entre eux sont à présent opérationnels, en cours de construction, en phase de financement ou au stade de développement structurel.

Le rapport d'avancement du PIDA révèle que près de 30 millions de personnes ont eu accès à l'électricité, l'accès global à l'électricité étant actuellement d'environ 44 %. Les infrastructures routières et ferroviaires ont entraîné une légère augmentation des exportations intra-africaines, qui représentent désormais 16 % des échanges commerciaux. Le PIDA permet de mettre en place les infrastructures de stockage de l'eau nécessaires à la production alimentaire et au commerce. La pénétration des TIC à haut débit est maintenant supérieure à 25 %, ce qui dépasse l'objectif de 10 %. L'un des résultats escomptés du PIDA est également de s'attaquer aux problèmes de marginalisation économique et d'exclusion sociale en facilitant la création d'opportunités économiques et d'emplois décents. Pendant la phase de conception et d'exploitation, 112.900 emplois directs et 49.400 emplois indirects ont été créés.





# IMPACT DU PIDA 10 ANS

**112.900 emplois directs et 49.400 emplois indirects créés pendant la construction et opération**



**30**

million des gens ont gagné accès à l'électricité

Infrastructures de stockage d'eau permettant la production et le commerce alimentaires.

La pénétration du haut débit dans les TIC a dépassé le niveau de 10%



Les exports Intra-Africaines ont augmenté pour de 16% des échanges commerciaux grâce aux infrastructures routières et ferroviaires.

**82**

**MILLIARDS DE \$EU**

Les engagements d'investissement ont dépassé l'Objectif initial du PIDA PAPI de 14 milliards de \$EU pour atteindre 82 milliards de \$EU



# FINANCEMENT DU PIDA

À la fin de l'année 2020, les engagements d'investissement avaient dépassé l'estimation initiale du PIDA PAP 1 de 14 milliards de dollars EU (20 % de plus que l'objectif initial), et atteignent 82 milliards de dollars EU. Différentes sources de financement ont été allouées au PIDA PAP1, dont 34,35 milliards de dollars EU (42 %) provenant des États membres de l'UA, 19,67 milliards de dollars EU (24 %) des membres de l'ICA (y compris le Groupe de la Banque mondiale, la BAD, les BMD ICA et les IFD), 19,42 milliards de dollars EU (24 %) de la Chine, 2,28 milliards de dollars EU (3 %) du secteur privé, et 5,88 milliards de dollars EU (7 %) d'autres sources. La part du financement du secteur privé (3 %) dans les projets PIDA a été négligeable par rapport à d'autres économies émergentes, telles que l'Inde (19 %) et le Mexique (16 %).

Le principe d'appropriation est essentiel à la réussite des projets de développement d'infrastructures promus par le PIDA dans toute l'Afrique. Ce principe repose sur la conviction que les projets de développement d'infrastructures doivent avant tout répondre aux besoins des pays africains. Il est nécessaire de reconnaître que la source la plus importante d'engagements financiers pour le PIDA PAP1 (42 %) provient des États membres de l'UA. Le fait de ne pas tenir compte de l'appropriation peut conduire à une mise en œuvre inadéquate et à un éventuel échec des projets d'infrastructure.



## Les besoins en infrastructures de l'Afrique (2012-2040): 360 milliards de \$EU

19%

**PIDA PAPI**  
2012-2020  
**67.9**  
Milliards

- 1,3 milliards de dollars EU
- 23,3 milliards de dollars EU
- 6,2 milliards de dollars EU
- 21,5 milliards de dollars EU
- 12,6 milliards de dollars EU

Continental: 3,0 milliards de dollars EU



44%

**PIDA PAP2**  
2021-2030  
**160.7**  
Milliards

- 16,5 milliards de dollars EU
- 37,8 milliards de dollars EU
- 40,5 milliards de dollars EU
- 8,5 milliards de dollars EU
- 13,8 milliards de dollars EU

Continental: 43,6 milliards de dollars EU



# DEUXIÈME SOMMET DE DAKAR SUR LE FINANCEMENT



**On ne le dira jamais assez : l'infrastructure, c'est le nerf du développement, et le fil conducteur de l'intégration ; parce que c'est elle qui soutient l'activité économique et assure la mobilité indispensable au processus d'intégration. Or, en Afrique, notre déficit en infrastructures physiques et numériques reste encore élevé.**



Le deuxième Sommet de Dakar sur le financement (DFS-2) a été organisé conjointement par le gouvernement du Sénégal et l'AUDA-NEPAD du 2 au 3 février 2023 sur le thème "Maintenir l'élan vers des infrastructures de classe mondiale en Afrique ». Plusieurs chefs d'État et de gouvernement africains ont participé au DFS-2, notamment S.E. Macky Sall, Président du Sénégal et S.E. Paul Kagame, Président du Rwanda, ainsi que les premiers ministres de l'Algérie, l'Égypte, le Sénégal, et plus de 18 ministres des finances, de la planification économique, de l'infrastructure et des travaux publics. Le Sommet visait à accélérer le financement des projets PIDA PAP 2.



**S.E. Macky Sall,**  
Président du Sénégal

## 22 projets PIDA PAP 2 finalisés et présentés d'une valeur de 65 milliards de dollars EU

Obtention de quatre manifestations écrites d'intérêt à investir pour un montant de 175 millions de dollars EU

22 projets PIDA PAP 2 d'une valeur de 65 milliards de dollars EU ont été finalisés et présentés aux investisseurs, aux banques multilatérales de développement et au secteur privé. Le DFS-2 a abouti à la Déclaration de Dakar sur les synergies d'action pour le financement des infrastructures en Afrique.

À la suite du DFS-2, l'AUDA-NEPAD a organisé un dialogue avec les investisseurs et les institutions de financement du développement (IFD). Grâce à l'engagement des investisseurs, l'AUDA-NEPAD a obtenu quatre manifestations écrites d'intérêt à investir équivalant à un montant de 175 millions de dollars EU pour le financement de quatre projets PIDA PAP 2 présentés lors du DFS-2, de la part de développeurs de projets et d'institutions de financement du développement. L'Agence coopère avec les institutions régionales responsables de ces projets afin d'établir les liens nécessaires avec les investisseurs et d'aider les pays à répondre aux besoins de financement des projets.

### Établissement de partenariats et mobilisation de ressources pour la préparation des projets PIDA

L'AUDA-NEPAD s'est engagée à relever un défi majeur dans le développement des infrastructures en Afrique: le manque de projets prêts à l'investissement. Plusieurs réalisations notables ont été enregistrées en 2023.

L'AUDA-NEPAD coopère avec Afreximbank pour mettre en place une Facilité de préparation des projets africains (APPF), ce qui donnera la priorité aux projets PIDA présentés au Sommet de Dakar sur le financement en février 2023. La facilité s'appuiera sur le mécanisme de prestation de services de l'AUDA-NEPAD (MPS) en plus de l'appui technique d'Afreximbank en matière de préparation de projets.

1

3

L'AUDA-NEPAD s'est jointe à l'UA et à la Mission de la Chine auprès de l'UA pour célébrer le 10ème anniversaire de la coopération entre la Chine et l'Afrique dans le cadre de l'initiative « Ceinture et Route ». Au cours de la réunion, l'AUDA-NEPAD a plaidé en faveur d'un soutien vigoureux dans la préparation des projets PIDA et le renforcement des capacités institutionnelles afin d'améliorer l'exécution des projets PIDA.

L'AUDA-NEPAD œuvre avec l'UE, dans le cadre général de l'initiative « Global Gateway » (GGI), pour définir des actions concrètes visant à promouvoir les projets PIDA au sein des corridors économiques régionaux à travers l'Afrique.

2

4

Lors d'une séance du sous-comité du COREP sur le NEPAD dédiée au projet PIDA PAP 2 tenue en octobre 2023, l'AUDA-NEPAD a présenté les défis liés à la mise en œuvre du PIDA PAP 2 et a appelé les États membres de l'UA à augmenter le budget programme en vue de soutenir le mécanisme de prestation de services (MPS) de l'AUDA-NEPAD pour la préparation des projets PIDA. Malgré un déficit considérable dans le financement de la préparation des projets, le MPS n'est actuellement financé que par les partenaires au développement.



# CORRIDOR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE VERT

L'AUDA-NEPAD a soutenu l'Agence de Facilitation du Transport et du Transit du Corridor Central (CCTFA) en vue de l'élaboration d'un Plan Directeur pour sa transformation en un Corridor de Développement Economique Vert et travaille actuellement avec la CCTFA et ses pays membres pour améliorer la bancabilité des projets suivants :

- Le projet de navigabilité du fleuve Akagera, qui concerne le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda
- Le projet de modernisation / extension du Port Bell en Ouganda
- L'électrification du chemin de fer à écartement standard Uvinza-Musongati-Gitega entre la Tanzanie et le Burundi.

## Soutien aux MPME dans les infrastructures et le commerce intra-africain

Dans le cadre de la promotion de l'esprit entrepreneurial pour soutenir l'infrastructure verte et le commerce transfrontalier, l'AUDA-NEPAD a lancé, avec le soutien de la GIZ, un appel pour des solutions numériques menées par les MPME. Les MPME ont été invitées à proposer des solutions aux défis socio-économiques et environnementaux en utilisant des technologies numériques axées sur l'infrastructure verte et / ou le commerce intra-africain. Plus de 50 soumissions ont été reçues sur différentes technologies y compris l'apprentissage automatique, les données géo-satellites, les drones, le système d'information géographique, les applications mobiles et les plateformes en ligne. Dix ont été sélectionnées pour recevoir des services de conseil technique et de renforcement des capacités. Les MPME sélectionnées proviennent de sept États membres de l'UA : le Nigeria, l'Ouganda, le Cameroun, le Malawi, le Togo, le Zimbabwe et l'Égypte.



# RELIER L'INFRASTRUCTURE ÉLECTRIQUE DE L'AFRIQUE

La demande d'électricité en Afrique devrait plus que tripler d'ici 2040, en raison de divers facteurs tels que l'industrialisation rapide, la migration vers les villes, l'augmentation des revenus des ménages et les effets du changement climatique. Par conséquent, un effort concerté à l'échelle du continent sera nécessaire pour planifier et coordonner les infrastructures de production et de transmission d'électricité. En outre, la création du marché unique africain de l'électricité (AfSEM) - l'un des plus grands marchés de l'électricité au monde, couvrant une population de plus de 1,3 milliard d'habitants - nécessite l'interconnexion physique de l'infrastructure énergétique continentale de l'Afrique. C'est dans ce contexte que les ministres africains de l'énergie ont mandaté l'AUDA-NEPAD en 2019 pour piloter la mise en place d'un plan directeur continental (CMP) en vue de la production et la distribution de l'électricité. Le CMP vise à créer un réseau unique pour le continent afin de réduire le déficit d'électricité et de permettre un partage équilibré de ressources énergétiques abordables, fiables et propres. Le CMP est mis en œuvre par l'AUDA-NEPAD, avec le soutien de la Facilité mondiale d'assistance technique de l'Union européenne (EU-TAF), de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

La deuxième phase du CMP s'est achevée en 2023 avec l'adoption du rapport du CMP lors de la quatrième session ordinaire du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les infrastructures de transport, transcontinentales et interrégionales et l'énergie (CTS-TTIE). Le CTS-TTIE a préconisé ce qui suit:

- 1 L'adoption du marché unique de l'électricité en Afrique (AfSEM), avec sa composante plan directeur continental des systèmes électriques (CMP), en tant que projet phare de l'Agenda 2063 de l'UA.
- 2 La CUA et ses partenaires œuvrent avec un État membre hôte, pour la mobilisation de ressources en vue de l'organisation d'un sommet africain de l'énergie en 2024.
- 3 La CUA, l'AUDA-NEPAD et les partenaires au développement doivent mettre en place un mécanisme continental plus complet d'atténuation des risques liés aux énergies renouvelables, en élargissant le mécanisme existant d'atténuation des risques géothermiques, afin de réduire les risques et d'accélérer l'intégration des sources énergétiques renouvelables dans le paysage de l'énergie en Afrique.
- 4 La CUA, la CEA, l'AUDA-NEPAD, l'AFREC, la BAD, les pools énergétiques régionaux (PER) et les partenaires au développement doivent élaborer un cadre politique continental en matière de sécurité énergétique, conformément à la demande de la 41ème session ordinaire du Conseil exécutif, et mettre au point un indice et un tableau de bord de la sécurité énergétique afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation de la sécurité énergétique de l'Afrique.
- 5 L'AUDA-NEPAD, la CUA, l'AFREC, la CEA, la BAD, les pools énergétiques et les partenaires au développement doivent réaliser une évaluation complète de la production locale de technologies d'énergie renouvelable et de l'enrichissement des minéraux critiques pour la fabrication de batteries, conformément à la stratégie africaine des minéraux verts.





# RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE CYBERSÉCURITÉS ET DE CYBER-DÉVELOPPEMENT

L'AUDA-NEPAD se consacre à l'avancement des cyber-capacités des pays africains pour une gestion efficace de la cybersécurité et de la résilience économique à travers le renforcement des capacités cybernétiques. À cet égard, l'AUDA-NEPAD a conclu un partenariat avec le Forum mondial sur la cyber-expertise (GFCE) portant sur un programme complet couvrant la période de 2021 à 2023. Cette initiative conjointe a renforcé la compréhension des cyber-capacités parmi les États membres de l'UA, leur permettant d'identifier, d'aborder et d'améliorer leur cyber-résilience. L'un des principaux résultats a été la création du Comité de coordination du renforcement des compétences cybernétiques (CCBC), qui comprend des représentants actifs de plus de 15 organismes régionaux et continentaux engagés dans des programmes de cybernétique et de cybersécurité. Par ailleurs, le projet a permis de créer la Communauté africaine des experts en cybernétique (ACE), composée des experts de plus de 30 pays africains. Ces professionnels ont suivi une formation sur divers aspects, tels que la cybercriminalité, la gestion des incidents cybernétiques, les normes Internet et les standards industriels.

L'ACE et le comité CCBC ont élaboré conjointement un programme africain de renforcement des capacités en cybernétique et une feuille de route pour la mise en place du hub africain du GFCE. En outre, l'AUDA-NEPAD a organisé, en partenariat avec le groupe d'experts en cybersécurité de l'Union africaine (AUCSEG) et le bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (Foreign, Commonwealth, and Development Office (FCDO)) du Royaume-Uni, un atelier sur la gestion de crise et la cyberdiplomatie pour la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Il est prévu d'étendre cette formation à d'autres régions grâce à la mobilisation de ressources.

En marge de la Conférence mondiale sur le renforcement des capacités cybernétiques (GC3B) tenue en novembre 2023 à Accra, Ghana, l'AUDA-NEPAD a tenu des réunions bilatérales avec Smart Africa pour discuter des initiatives pour 2024 et de la possibilité d'une collaboration sur le renforcement des capacités, suite à l'obtention d'un financement de la Banque mondiale. L'Agence a également engagé l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), The MITRE Corporation et le bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO)) pour discuter de l'intérêt de la cybersécurité et de la coopération en matière de renforcement des capacités cybernétiques.

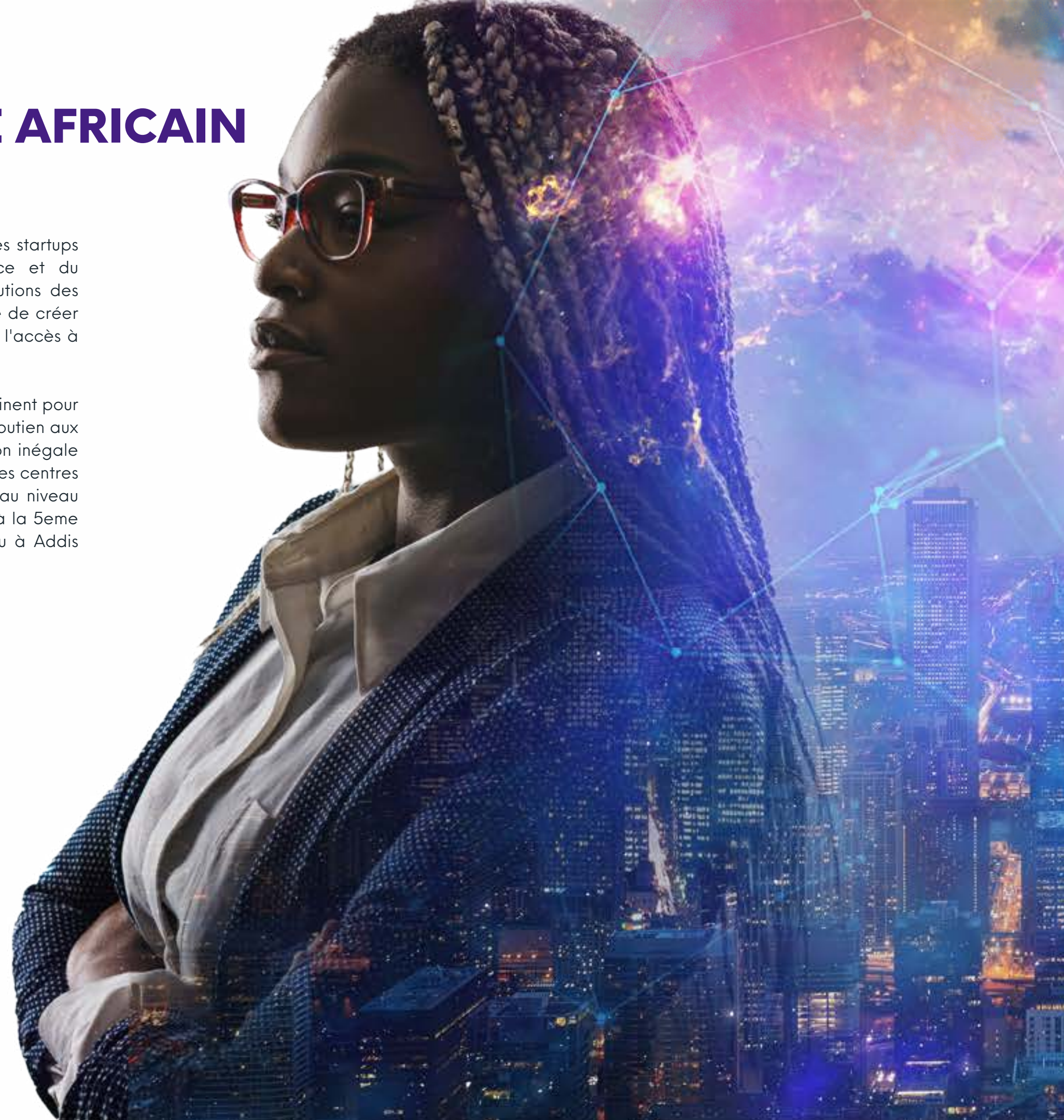
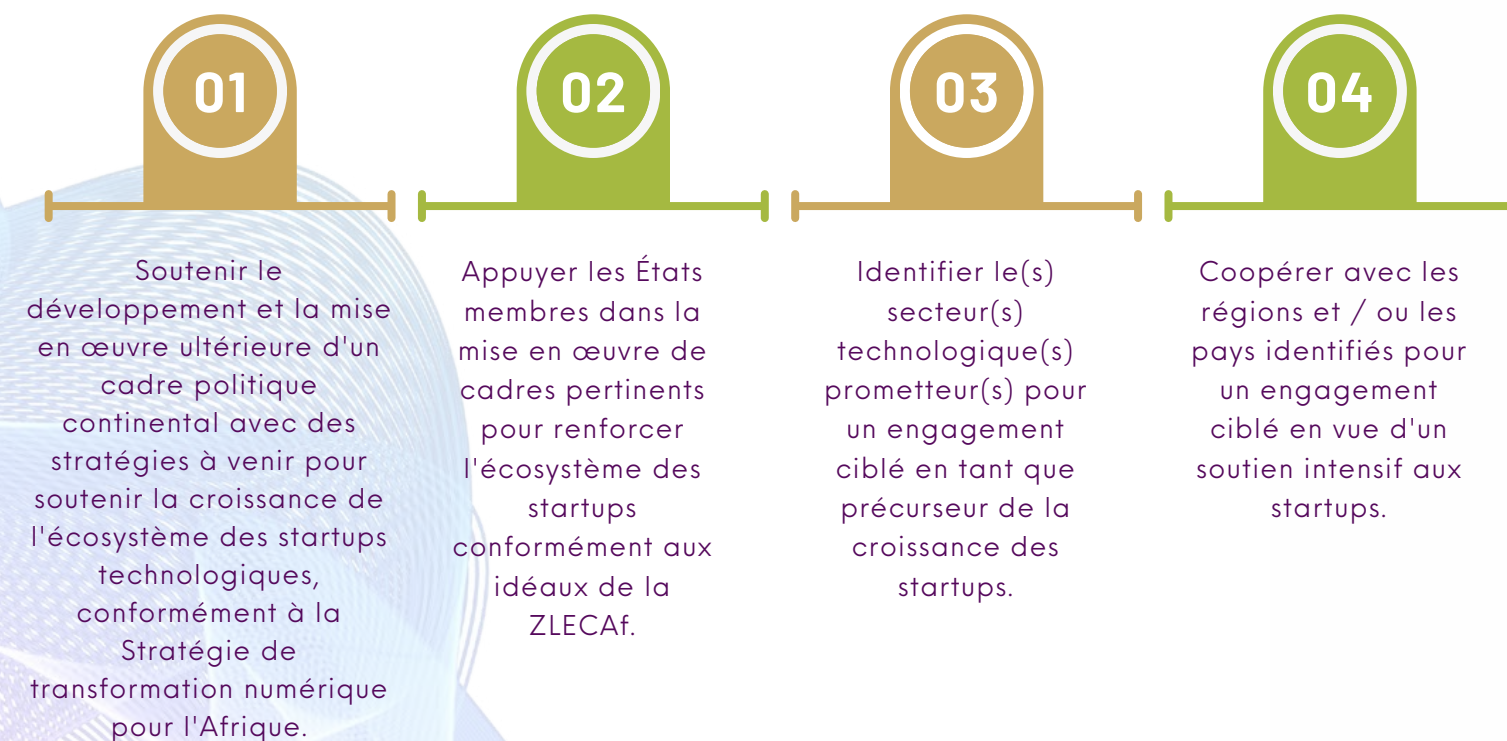
Dans le but de promouvoir le cadre de la politique des données de l'UA, l'AUDA-NEPAD a organisé à Addis-Abeba, Ethiopie, une session pour examiner l'infrastructure des données nationales et régionales lors du premier forum sur la gouvernance des données et l'innovation pour l'Afrique. L'objectif était de recueillir les contributions, les idées et les recommandations des parties prenantes et des porteurs de projets TIC du PIDA sur le développement d'un plan directeur de centre de données afin de mettre en œuvre une infrastructure de centre de données robuste. Grâce au soutien de la GIZ, l'AUDA-NEPAD mettra en œuvre le projet Dataadaptation dans le cadre de la politique de données de l'UA afin de faire participer les citoyens des pays africains.



# RENFORCEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME AFRICAIN DES STARTUPS TECHNOLOGIQUES

L'AUDA-NEPAD a mené, en partenariat avec Mozilla, une analyse de la situation de l'écosystème des startups intitulée « Positionner les startups technologiques africaines comme moteurs de la croissance et du développement » (l'Étude), qui a mis en évidence la prise de conscience croissante des contributions des startups, les efforts déployés à travers le continent pour exploiter l'esprit d'entreprise, et l'opportunité de créer des emplois et de relever les défis de développement de l'Afrique, y compris la sécurité alimentaire, l'accès à l'éducation et à la santé et l'amélioration de la logistique commerciale, entre autres.

L'étude a également révélé que la voie vers un écosystème de startups plus robuste et la quête du continent pour un marché unique numérique est semée d'embûches, notamment l'insuffisance de sensibilisation et de soutien aux startups dans la plupart des pays, l'inefficacité et la fragmentation des cadres législatifs, la répartition inégale du financement du capital-risque en Afrique, et le manque de coordination et de collaboration entre les centres existants. L'étude plaide en faveur d'un effort concerté pour relever ces défis de manière durable au niveau panafricain, au niveau des CER et au niveau national. Les conclusions de l'étude ont été présentées à la 5ème réunion du Comité Technique Spécialisé de l'UA sur les Communications et les TIC (STC-CICT) tenu à Addis Abeba en novembre 2023. Pour aller de l'avant, l'AUDA-NEPAD va:





# COMBLER LE DÉFICIT DE FINANCEMENT POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DE L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT DURABLE

Afin de mobiliser au moins 30 milliards de dollars EU supplémentaires par an pour assurer un accès à l'eau sûr et durable en Afrique, le Panel de haut niveau de l'UA sur l'investissement dans l'eau en Afrique a proposé la mise en place d'un plan d'action pour l'investissement dans l'eau. Les cinq pistes d'action du plan visent à faciliter les dépenses efficaces, à promouvoir la responsabilité mutuelle en matière de ressources dans le secteur de l'eau et à débloquer des financements provenant de sources nationales, continentales et mondiales ciblées pour des projets dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Initié en 2023, le plan a fait l'objet d'un processus itératif durant son élaboration, incorporant les contributions de plusieurs groupes d'experts. Il a également été présenté à diverses plateformes, y compris le Sommet africain sur le climat tenu en août 2023, le sommet sur les ODD lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2023, et un événement parallèle organisé par la CUA, l'AUDA-NEPAD et le Panel de haut niveau lors de la 10ème table ronde sur le financement de l'eau en Afrique, en novembre 2023. Ces plateformes ont permis de partager les progrès et les résultats préliminaires et de valider le plan.

Lors de l'Assemblée générale des Nations unies, le Panel de haut niveau a lancé la campagne « Mind the Gap », qui vise à sensibiliser sur les lacunes en matière d'investissement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, les déficits de capacité existants, les insuffisances de données et les faiblesses de la gouvernance sur le continent et, par conséquent, à susciter des changements et à promouvoir des comportements qui encouragent une meilleure gestion de l'eau. La campagne vise également à inspirer des contributions significatives à la mobilisation de financements pour la sécurité de l'eau et les infrastructures d'assainissement résilientes au climat. A cet effet, un appel a été lancé en septembre 2023 aux États membres de l'UA, aux agences gouvernementales, aux entités du secteur privé et à la société civile pour qu'ils soumettent des programmes et des projets qui favorisent le leadership intersectoriel, encouragent de nouvelles sources de financement et des approches innovantes, permettent la progression de l'aide publique au développement afin de réduire les risques liés aux investissements dans le secteur de l'eau et de renforcer la réglementation institutionnelle en matière d'eau, en vue d'obtenir un soutien dans le cadre du plan. À la suite de cet appel, 19 pays ont soumis des propositions, avec plus de 50 opportunités identifiées en matière d'investissement dans le secteur de l'eau, en plus de la liste des projets prioritaires du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), qui doivent également être soutenus dans le cadre de la mise en œuvre du plan. Ces propositions couvrent différentes activités, notamment la gestion intégrée des ressources en eau, les initiatives de renforcement des capacités et la préparation de projets pour les programmes de développement des infrastructures. Le plan d'action pour l'investissement fournira un cadre stratégique pour la mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport du Panel de haut niveau et servira de feuille de route pour la mobilisation des investissements dans le secteur de l'eau. Le rapport a également été présenté lors de la COP 28.



## 10ème table ronde sur le financement de l'eau Améliorer le financement des projets nationaux et transfrontaliers dans le domaine de l'eau. Événement parallèle

L'AUDA-NEPAD a organisé, en partenariat avec la CUA et le Panel de haut niveau (HLP), un événement en marge de la 10ème table ronde sur le financement de l'eau tenu en novembre à Abidjan afin d'explorer des solutions de financement innovantes pour les projets hydrauliques transfrontaliers. L'événement parallèle a présenté le Plan d'action d'investissement de l'UA et un projet PIDA PAP 2, le barrage polyvalent de développement des ressources en eau d'Angololo, et a souligné les efforts de mobilisation des ressources de l'AUDA-NEPAD. L'événement parallèle a également permis d'organiser un débat avec les principales parties prenantes, notamment la Banque africaine de développement, la Coopération financière internationale, la Commission de l'eau du Limpopo et l'UNICEF, sur les solutions de financement, les partenariats et les facteurs clés de succès pour assurer le financement des projets.



## Promotion des synergies de collaboration dans le domaine des infrastructures

L'AUDA-NEPAD s'engage à renforcer l'engagement des parties prenantes et à favoriser la collaboration dans le cadre du PIDA. Cet engagement s'étend aux porteurs de projets, aux partenaires et aux principaux bailleurs de fonds, y compris les facilités de préparation des projets. L'AUDA-NEPAD a par ailleurs continué à promouvoir la recherche d'un consensus en vue d'accélérer la préparation des projets. Les partenariats stratégiques avec la Facilité de préparation des projets d'infrastructure du NEPAD et les Partenariats mondiaux pour l'eau en Afrique australe et de l'Ouest en vue de fournir un soutien consultatif technique, ont renforcé le rôle de l'AUDA-NEPAD en tant que catalyseur dans l'avancement du développement des infrastructures à travers le continent. Les réunions des partenaires ont fourni des plates-formes proactives pour créer des synergies et relever les défis de la préparation des projets. Les discussions se sont concentrées sur l'identification des activités pour l'année à venir sur des projets essentiels tels que le barrage Noordoewer Violsdrift, les barrages polyvalents de Numbiel, les stations hydrométriques associant les acteurs clés de Namibie, d'Afrique du Sud, de Sao Tomé-et-Principe, le programme d'action subsidiaire des lacs équatoriaux du Nil et le bassin du fleuve Volta. Ces efforts continus renforcent l'engagement de l'AUDA-NEPAD à façonner un avenir résilient et collaboratif pour le développement des infrastructures en Afrique.



# ACCÉLÉRER LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZLECAf



## ACCELERATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZLECAf

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est l'un des 13 projets phares de l'Agenda 2063 visant à créer un marché africain unique pour les marchandises et les services, facilité par la libre circulation des personnes, des capitaux, des technologies et des investissements. La Conférence de l'UA a déclaré 2023 « Année de l'accélération de la mise en œuvre de la ZLECAf » afin de mobiliser un engagement politique plus significatif et d'accélérer la mise en œuvre en renforçant la collaboration entre les États membres, les CER, les institutions de l'UA, le secteur privé et les partenaires.

En 2023, l'AUDA-NEPAD a continué à renforcer sa collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf et a lancé plusieurs initiatives pour soutenir l'intégration régionale et le commerce intra-africain. S'appuyant sur l'expérience des deux institutions, le Secrétariat de la ZLECAf et l'AUDA-NEPAD ont œuvré pour l'élaboration d'un programme de travail et d'un plan d'action conjoints qui énonceront des domaines de coopération spécifiques.

“

« Le renforcement de la coopération figure au cœur de la ZLECAf. Ensemble, le Secrétariat et l'AUDA-NEPAD peuvent aider les pays africains à atteindre leurs objectifs socio-économiques ». – S.E. Wamkele Mene, Secrétaire général du Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

”

“

« La réussite de la ZLECAf est celle de l'AUDA-NEPAD - nous y travaillons ensemble. En tant que membres de la famille de l'Union africaine, il est essentiel que nous travaillions en tandem pour amplifier notre impact » - S.E. Nardos Bekele-Thomas, Secrétaire Exécutive de l'AUDA-NEPAD

”

### Évaluer l'impact de la ZLECAf

Avec l'élimination des barrières commerciales en Afrique, la ZLECAf devrait avoir un impact significatif et transformateur. Dans le but d'appréhender les conséquences considérables de la ZLECAf sur le commerce intra-africain, la création d'emplois décents, la croissance inclusive ou le développement durable, les dirigeants africains ont demandé à l'AUDA-NEPAD de coordonner l'étude d'évaluation de l'impact de la ZLECAf. L'étude a pour objectif de fournir des recommandations politiques basées sur des données probantes pour la mise en place de la ZLECAf aux niveaux national, régional et continental. En 2023, l'AUDA-NEPAD a lancé la session de travail interinstitutionnelle en collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf, la CUA, la JICA, l'ONUDI, Afreximbank, la CEA, AfroChampions, l'ITC et des groupes de réflexion. La première phase de mise en œuvre de l'étude a été achevée avec succès, jetant les bases de l'élaboration du guide d'évaluation standard qui sera financé par la JICA. En outre, l'AUDA-NEPAD a travaillé en collaboration avec l'UNICEF pour mener une étude sur l'impact du commerce en Afrique sur les enfants et les jeunes afin de libérer le potentiel inexploité du commerce intra-africain pour les jeunes du continent.



### Faire entendre la voix du secteur privé africain sur les questions de commerce et d'investissement

L'AUDA-NEPAD a également contribué, en collaboration avec la Banque AFREXIM, à la conception et à la diffusion des résultats de l'enquête annuelle du Comité panafricain du commerce et de l'investissement du secteur privé (PAFTRAC) qui a pour but de faire connaître les points de vue du secteur privé africain sur les questions de commerce et d'investissement et de sensibiliser aux avantages des politiques en matière de commerce et d'investissement.



### Guichet unique pour les postes frontaliers et la facilité du commerce

Afin de relever les défis logistiques du poste frontière de Chirundu qui se situe entre la Zambie et le Zimbabwe, l'AUDA-NEPAD a travaillé avec le gouvernement zambien, Liquid Intelligent Technology et Fibrecom sur la validation du concept (VdC) concernant les avantages de l'extension de la connectivité TIC à toutes les agences du poste frontière de Chirundu. La VdC vise à permettre aux fournisseurs d'accès à Internet d'offrir une bande passante plus étendue aux agences frontalières afin d'accélérer la rapidité et l'efficacité des services TIC.



# SOUTENIR LA CROISSANCE DES MPME D'AFRIQUE

L'initiative 100 millions MPME vise à renforcer et à améliorer les compétences des micros, petites et moyennes entreprises. L'approche de l'initiative s'articule autour d'une Académie MPME, un programme d'aide au financement et une place de marché. Ces piliers sont conçus pour fournir un soutien complet aux MPME à travers le continent, leur permettant d'améliorer leur résilience, d'accéder à de nouveaux marchés et de tirer profit de la technologie permettant d'accéder au vaste marché africain, qui compte 1,3 milliard de consommateurs. Depuis le lancement de l'initiative, 70.000 MPME ont bénéficié d'une formation sur mesure aux compétences de gestion des MPME, notamment aux méthodes de commercialisation des marchandises et des services, aux conseils sur la gestion des flux de trésorerie quotidiens et à la logistique. 84 millions de dollars EU ont été mobilisés sous forme de fonds de garantie financière au profit des MPME au Ghana, au Nigeria, au Malawi, en Tanzanie et en Zambie, dans le cadre d'un partenariat avec la DFC et l'USAID. En 2023, l'AUDA-NEPAD a lancé l'initiative 100 millions de MPME aux Comores sous la direction de S.E. Azali Assoumani, Président des Comores et Président de l'Union africaine. Plus de 300 jeunes ont été formés. L'initiative a également été étendue au Bénin, où plus de 200 femmes entrepreneurs ont bénéficié d'une formation lors de la Foire internationale de l'éducation et des compétences numériques organisée par le ministère de la technologie et de la numérisation.

En partenariat avec l'USAID et le Stanford Seed Transformation Programme, l'AUDA-NEPAD accorde également des Bourses d'études AUDA-NEPAD pour les chefs de MPME africaines. Dix-huit États membres de l'UA ont bénéficié du programme de bourses. 57 MPME africaines dirigées par des jeunes et des femmes ont bénéficié du cycle 2 des bourses du programme Stanford Seed Transformation, qui s'est achevé en juin 2023. Quarante pour cent des participants étaient des MPME dirigées par des femmes.

En outre, l'AUDA-NEPAD a animé une session de formation sur la méthodologie Kaizen, une stratégie renommée pour promouvoir l'amélioration continue, lors du deuxième Sommet des PME de l'AU tenu en septembre 2023 à Addis-Abeba, en Ethiopie. 90 dirigeants de MPME ont été formés. 47 pour cent des stagiaires étaient des femmes, ce qui souligne davantage le dévouement de l'UA à élever et à promouvoir les femmes entrepreneurs dans le paysage des entreprises africaines.







# G20

- ARGENTINA
- AUSTRALIA
- BRAZIL
- CANADA
- CHINA
- FRANCE
- GERMANY
- INDIA
- INDONESIA
- ITALY
- JAPAN
- MEXICO
- RUSSIA
- SAUDI ARABIA
- SOUTH AFRICA
- SOUTH KOREA
- TURKEY
- UNITED KINGDOM
- UNITED STATES
- EUROPEAN UNION

## PLAIDOYER EN FAVEUR D'UN SIEGE AU G20 POUR L'UNION AFRICAINE

Par l'intermédiaire de l'AU Africa Policy Bridge Tank, l'Agence a plaidé pour que l'Union africaine devienne un membre permanent du G20. À cet égard, l'AUDA-NEPAD a contribué au communiqué du G20 et aux dialogues politiques du T20, qui est le groupe d'engagement officiel du G20, réunissant des groupes de réflexion et des experts. L'Union africaine, deuxième organisation régionale après l'Union européenne, a été accueillie comme membre permanent du G20 en 2023, pendant la présidence de l'Inde.





# L'AGRICULTURE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Les systèmes alimentaires africains sont confrontés à de nombreux défis, notamment la faim, la malnutrition, le changement climatique et l'accès limité aux technologies agricoles modernes. Conscients de l'urgence à traiter ces questions, les pays africains se sont réunis sous l'égide de l'UA pour élaborer la position africaine commune (PAC) sur les systèmes alimentaires. Cette approche unifiée vise à transformer les systèmes alimentaires à travers le continent, à favoriser l'agriculture durable, à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à promouvoir un développement socio-économique inclusif conformément à l'Agenda 2063. À cet égard, l'AUDA-NEPAD a été chargée de coordonner la conception et la mise en œuvre de la PAC. La PAC est fondée sur le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) - le cadre de développement de l'Afrique pour la transformation de l'agriculture. La PAC met l'accent sur le changement transformateur par le biais d'interventions, de politiques et de partenariats radicalement nouveaux qui entraînent des changements significatifs à long terme dans les systèmes alimentaires africains. Les principaux domaines d'intervention de l'AUDA-NEPAD, à travers le cadre du PDDAA, sont la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs et résilients aux changements climatiques.

En outre, l'Agence se concentre sur la durabilité environnementale, conformément aux priorités et aux intérêts de l'Afrique en matière de changement climatique. Les principaux domaines d'intervention comprennent le soutien au Groupe africain de négociateurs sur le changement climatique et au Comité des chefs d'État africains sur le changement climatique afin de mettre en place une architecture juste sur le financement du climat en Afrique dans le cadre de la position commune africaine sur le changement climatique. L'AUDA-NEPAD intervient également sur le lien entre les systèmes alimentaires, le changement climatique et la biodiversité, tout en tenant compte des questions relatives aux risques, à la réduction, au rétablissement et à la gestion des catastrophes. En outre, les interventions comprennent la conservation des ressources marines et aquatiques, la mise en œuvre de la Déclaration de Kinshasa sur le développement rural en vue d'accroître l'esprit entrepreneurial chez les jeunes et la participation des citoyens.

## Accroître les investissements agricoles grâce au soutien du PDDAA



Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) a joué un rôle crucial dans la promotion du développement axé sur l'agriculture. À ce jour, 49 États membres ont signé des accords dans le cadre du PDDAA ou ont officiellement souscrit à l'architecture de mise en œuvre du PDDAA afin de stimuler l'investissement public dans l'agriculture et d'améliorer la productivité agricole.

Pour soutenir cette initiative, la Commission de l'Union africaine (CUA), l'AUDA-NEPAD et les communautés économiques régionales (CER) ont fourni une assistance technique pour l'élaboration des programmes nationaux d'investissement agricoles (PNIA) et des programmes régionaux d'investissement agricoles (PRIA) des CER. Ces programmes visent à résoudre divers problèmes, notamment le renforcement de la résistance au changement climatique, la nutrition, la sécurité alimentaire et la promotion de l'égalité entre les genres et la participation des jeunes.



Des cadres et des instruments complémentaires ont été créés pour aider les États membres et les CER à mettre en œuvre le PDDAA dans le cadre de la déclaration de Malabo sur la croissance agricole accélérée. Un effort de collaboration associant la CUA, l'AUDA-NEPAD, les CER et les partenaires a aidé 49 États membres à assurer le suivi et à rendre compte des progrès accomplis en ce qui concerne les objectifs agricoles et les objectifs de la déclaration de Malabo pour 2025, complétant ainsi le quatrième rapport d'examen biennal (BR) du PDDAA.

En novembre 2023, le 5ème Comité technique spécialisé (CTS) sur l'agriculture, l'eau et l'environnement a adopté une feuille de route pour l'élaboration du Plan post-Malabo. En outre, les rapports sur l'état de conformité des PNIA et des PRIA, ainsi que le rapport d'audit du processus d'examen biennal, ont été présentés au 5ème CTS, y compris des recommandations spécifiques pour les États membres et les CER afin d'améliorer la mise en œuvre du PDDAA et le processus de rapport d'examen biennal.

Une plateforme d'engagement des citoyens a été mise en place dans quatre pays du COMESA, en se concentrant sur les efforts post-Malabo et la mise en œuvre des plans de développement nationaux (PDN). En outre, un appui a été fourni à 15 États membres pour l'évaluation des priorités de leur système alimentaire et la conception de programmes de systèmes alimentaires durables pour l'Afrique.

## Promouvoir le commerce agroalimentaire intra-africain



La CUA, l'AUDA-NEPAD, le Secrétariat de la ZLECAf et les CER ont uni leurs forces pour célébrer la 14ème Journée africaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (JASAN) et la 19ème Plateforme de partenariat du PDDAA et l'événement d'apprentissage des politiques du PDDAA (MAPLE), ainsi que le Forum ministériel de haut niveau du PDDAA, accueillis par la Zambie du 30 octobre au 2 novembre 2023. Ces événements ont permis de partager des expériences et des enseignements et de discuter des opportunités et des stratégies pour promouvoir et stimuler le commerce agroalimentaire intra-africain et l'amélioration de la nutrition en Afrique dans le cadre de l'engagement de Malabo sur la stimulation du commerce intra-africain des produits de base de l'agriculture. Le PP de la JASAN et du PDDAA, qui met l'accent sur le lien entre le commerce, l'alimentation et la nutrition, a culminé avec le segment du Forum ministériel de haut niveau et le lancement du Réseau parlementaire sur les systèmes alimentaires.

## Améliorer la sécurité nutritionnelle



L'AUDA-NEPAD s'attaque au défi majeur de la malnutrition en Afrique par le biais de son initiative sur l'alimentation scolaire issue de la production locale (ASPL). Ce programme stratégique relie le développement axé sur l'agriculture en soutenant la production et l'achat de divers aliments locaux, en particulier auprès des petits exploitants agricoles dans seize pays. Les lignes directrices de l'initiative ASPL visent à atteindre divers objectifs, notamment renforcer l'agriculture locale, faire participer les communautés, promouvoir le développement économique, assurer la sécurité alimentaire, renforcer la nutrition des enfants, améliorer la santé et le développement, et accroître la fréquentation, la rétention et l'éducation à l'école.

La 14ème commémoration de la Journée africaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (JASAN) a souligné le rôle de la jeunesse dans la lutte contre la faim et la malnutrition à travers la préparation et la consommation d'aliments autochtones / locaux. L'AUDA-NEPAD a présenté l'initiative Youth4Nutrition, en collaboration avec le Forum des jeunes d'Afrique australe (SAYoF), et a organisé « l'Exposition culinaire de la jeunesse africaine » présentée par les jeunes chefs africains sous le thème « Recettes pour une meilleure nutrition ».

En outre, l'AUDA-NEPAD a élaboré, en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des lignes directrices à l'intention du secteur privé afin d'obtenir des résultats « gagnant-gagnant » dans le domaine de la nutrition en Afrique. Ces lignes directrices, qui intègrent le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) et une approche des systèmes alimentaires, sont actuellement diffusées auprès des communautés économiques régionales (CER) pour validation.

Par ailleurs, dans le cadre de l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA), l'AUDA-NEPAD et la JICA, ont organisé, en collaboration avec la CEEAC et la CAE, une formation régionale sur la planification adaptée à la nutrition à l'intention d'experts de 14 États membres.

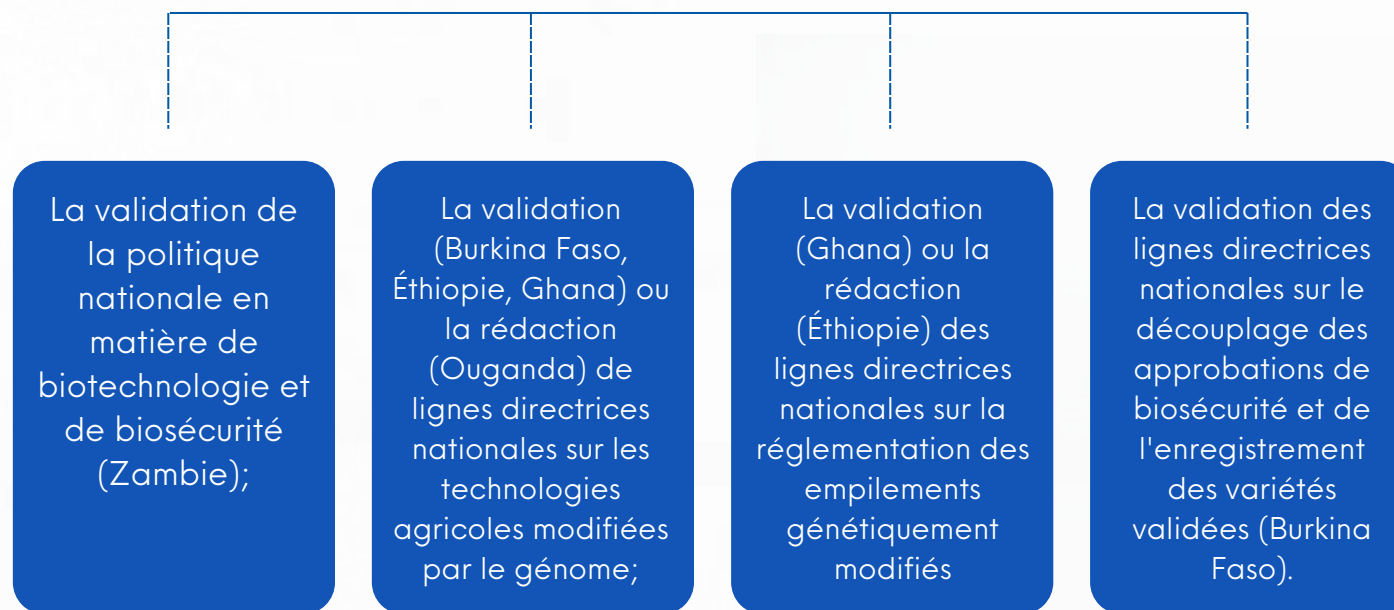




# RÉGLEMENTATION SUR LA BIOSÉCURITÉ

Le programme phare de l'AUDA-NEPAD - le Réseau d'expertise africain de biosécurité (ABNE) - vise à aider les États membres de l'UA à mettre en place des systèmes réglementaires fonctionnels permettant d'exploiter sans risque la biotechnologie moderne et les technologies émergentes à des fins de développement socio-économique. L'assistance fournie aux États membres porte sur trois domaines essentiels : la création d'un environnement politique favorable, la formation visant à améliorer la masse critique de régulateurs dotés de compétences techniques accrues, et le soutien au groupe africain de négociateurs sur les questions relatives à la convention sur la diversité biologique et à ses protocoles, notamment en offrant des possibilités de partenariats stratégiques, d'apprentissage et de mise en réseau.

L'assistance technique aux États membres en vue de la création d'environnements politiques et juridiques favorables a permis d'obtenir plusieurs résultats positifs :



L'AUDA-NEPAD a soutenu activement les initiatives en matière de biosécurité dans plusieurs pays africains. Au Rwanda, une aide a été apportée pour la promulgation de lois sur la biosécurité, tandis que le Malawi, le Mozambique et la Zambie ont bénéficié d'un soutien pour la révision de leurs lois sur la biosécurité. Au niveau régional, une assistance a été fournie pour finaliser les règlements d'application de la réglementation de la CEDEAO en matière de biosécurité.

Afin de garantir l'appropriation et la compréhension des processus de biosécurité dans les États membres, l'AUDA-NEPAD a organisé des sessions de formation. Cela a permis de prendre des décisions éclairées sur les demandes d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et la recherche sur l'édition du génome au Burkina Faso, en Éthiopie, au Ghana et au Malawi. La formation a également permis de prendre des décisions avisées sur la dissémination d'OGM dans l'environnement au Ghana, d'améliorer les capacités de déploiement des cultures génétiquement modifiées en Éthiopie, au Kenya et au Malawi, et de renforcer les compétences en matière d'évaluation et de gestion des risques, de certification « sans OGM » et de transfert de données dans plusieurs pays.

L'AUDA-NEPAD a apporté un soutien crucial au Groupe africain de négociateurs pour la biodiversité (GAN) lors d'importantes réunions internationales. Cette assistance a permis aux parties africaines de préserver efficacement les intérêts du continent dans les processus mondiaux. Les États membres ont également bénéficié d'opportunités de partenariats stratégiques, d'apprentissage et de mise en réseau, notamment en participant à des voyages d'étude en Inde et à des stages de courte durée sur la biotechnologie agricole et la biosécurité.

L'AUDA-NEPAD a rempli son mandat d'observateur auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et a codirigé l'élaboration de documents de consensus sur les évaluations de la sécurité et la biologie de trois espèces de moustiques. Ainsi, les besoins et les intérêts de l'Afrique en matière de réglementation sont pris en compte et les experts africains sont représentés de manière adéquate et participent aux processus de l'OCDE. L'AUDA-NEPAD a mis en place un module d'apprentissage en ligne, conçu en partenariat avec le CIGGB, afin d'institutionnaliser la formation à la biosécurité en Afrique. Actuellement, 283 parties prenantes de 12 États membres, y compris des régulateurs, des juristes et des spécialistes des médias, sont inscrites à ce cours.





# FAVORISER L'ACCÈS AUX SEMENCES ET À LA BIOTECHNOLOGIE



Le programme africain sur les semences et les biotechnologies (PASB) est une réponse proactive à la décision de l'Union africaine visant à promouvoir l'accès aux semences et aux biotechnologies. Son objectif principal est de renforcer la sécurité alimentaire, la nutrition et la réduction de la pauvreté en Afrique en mettant en place des systèmes de semences efficaces et en encourageant l'utilisation des biotechnologies dans le secteur des semences. Le PASB est une initiative globale conçue pour surmonter les obstacles existants et élever le secteur des semences au rang d'élément clé de la sécurité alimentaire sur le continent.

Conformément aux recommandations de la quatrième réunion du Comité technique spécialisé (CTS) sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement, diverses mesures ont été prises et présentées lors de la cinquième réunion du CTS tenu en novembre 2023. Il s'agit notamment de coordonner l'élaboration d'un plan d'action pour le PASB, de renforcer les sections régionales et nationales de la Plateforme africaine de partenariat pour les semences et la biotechnologie (PPASB) et de soutenir les initiatives en matière de biotechnologie à différents niveaux.

L'AUDA-NEPAD a mené, en collaboration avec la CUA, des activités de consultation sur l'intégration des innovations en matière d'amélioration génétique dans les plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) et de développement des capacités en matière de conservation de la diversité des cultures. Ces efforts ont contribué de manière significative à la représentation de l'Afrique en matière de biodiversité, de biosécurité, d'accès et de partage des avantages des ressources génétiques dans les accords internationaux.

En outre, l'AUDA-NEPAD a soutenu le développement de l'indice de performance du secteur semencier (SSPI), qui constitue un indicateur précieux et un outil de comparaison entre pays pour mesurer la santé des systèmes semenciers à travers l'Afrique. Ces informations sont intégrées dans le 4ème cycle d'examen biennal.

La CUA et l'AUDA-NEPAD ont également apporté leur soutien à un atelier de développement des capacités sur la conservation et l'utilisation de la diversité des cultures organisé à Nairobi, Kenya, afin d'améliorer les connaissances et les compétences des experts en politique et des praticiens de la conservation. L'atelier visait à aborder les questions essentielles liées à la conservation et à l'utilisation des plantes négligées et sous-utilisées, contribuant ainsi à l'amélioration de la nutrition, des revenus et de la résilience climatique en Afrique.

La CUA et l'AUDA-NEPAD ont contribué à la 4ème réunion du Groupe de pilotage du PASB tenue à Mombasa, au Kenya (6-10 novembre 2023). Les principaux résultats incluent :

- L'approbation de l'établissement de la banque régionale des gènes de l'Afrique de l'Est ;
- La mobilisation des négociateurs africains à l'organe directeur de l'ITPGRFA ;
- L'établissement de partenariats pour le secteur intégré des semences en Afrique (PSISA) ; et
- Le plan d'action pour la fourniture de semences pour les cultures bio-fortifiées.

Grâce à son programme de biosécurité, l'AUDA-NEPAD a activement soutenu les États membres de l'Union africaine (UA) dans la mise en place de systèmes réglementaires opérationnels en matière de biosécurité. Cette assistance comprend l'élaboration et la révision des politiques, des lois et des réglementations en matière de biosécurité, ainsi que la mise en place d'opportunités de formation pour améliorer les compétences techniques des régulateurs et leur participation aux négociations internationales.

Dix-neuf États membres de l'UA ont été formés à la biosécurité et à la gestion des biotechnologies et des technologies émergentes afin d'améliorer la productivité de l'agriculture et les systèmes alimentaires. Il s'agit de l'Afrique du Sud, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Congo, de l'Égypte, de l'Eswatini, de l'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie, du Nigeria, du Rwanda, du Sénégal, du Togo, de la Zambie, de Zanzibar et du Zimbabwe.

Reconnaissant les avantages des technologies émergentes pour le développement agricole, le groupe de haut niveau de l'Union africaine sur les technologies émergentes a publié un document d'orientation sur l'application de l'édition du génome dans l'agriculture. La politique recommande une approche harmonisée entre les États membres, l'AUDA-NEPAD étant chargée de soutenir l'élaboration de politiques au sein des États membres de l'UA. Il s'agit d'aborder les tendances émergentes telles que l'adoption de gènes/traites empilés ainsi que la réglementation de la présence de traits biotechnologiques à faible niveau.

Afin d'aider les États membres à élaborer des lignes directrices plus poussées en matière de biotechnologie, l'AUDA-NEPAD a fourni une formation et une aide à la rédaction à des pays tels que le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi et le Nigeria. Cet effort a abouti à l'élaboration et à l'adoption de lignes directrices nationales dans ces pays. L'objectif est de mettre ces lignes directrices et ces modèles à disposition au niveau continental en vue d'une adoption et d'une harmonisation plus larges.

La CUA et l'AUDA-NEPAD ont également soutenu les négociateurs africains dans divers accords environnementaux multilatéraux liés à l'agriculture, à la biodiversité et à la biotechnologie. Un soutien récent a été apporté lors des réunions d'octobre 2023, soulignant la nécessité d'assurer des synergies entre ces accords conformément aux intérêts de l'Afrique.



# SECTEUR PRIVÉ ET AGRO-INDUSTRIE

Dans le cadre du programme relatif au secteur privé, aux investissements et à l'agro-industrie, l'AUDA-NEPAD a élaboré un plan stratégique triennal visant à tirer parti des investissements dans le cadre du PDDAA de Malabo. Le programme se concentre sur le soutien organisationnel aux États membres pour opérationnaliser les secrétariats nationaux du CAADP CAP-F, les investissements publics pour débloquer les investissements du secteur privé dans les chaînes de valeur prioritaires dans le processus NAIP, la promotion des dialogues politiques et stratégiques comme mécanisme d'augmentation et d'accélération des investissements, et sur une meilleure optimisation du développement de l'agro-transformation et de la chaîne d'approvisionnement

L'AUDA-NEPAD a apporté son soutien au Ghana, au Kenya, au Malawi et au Nigeria dans l'opérationnalisation de leurs Secrétariats CAP-F, notamment en mobilisant des ressources pour le déploiement de procédures opérationnelles standard (POS) et de structures de gouvernance pour les Secrétariats CAP-F. Par ailleurs, l'AUDA-NEPAD a mobilisé le soutien financier de l'Agri-Business Facility (ABF) de la GIZ et l'aide financière d'Irish Aid au projet de soutien à la transformation des systèmes alimentaires de l'AUDA-NEPAD. En outre, les secrétariats CAP-F ont été appuyés pour mener à bien la mobilisation des ressources dans le pays - par exemple, le Malawi et le Kenya ont obtenu le soutien de l'Université de l'État du Michigan (MSU) et de la JICA, respectivement. L'AUDA-NEPAD a soutenu, en partenariat avec Sustainable Trade Initiatives (IDH), l'initiative pour l'optimisation accrue du développement de la transformation agroalimentaire et de la chaîne d'approvisionnement afin de concevoir et de développer des bases de référence permettant de mettre en place des interventions appropriées pour les agro-transformateurs dans 5 pays, avec un financement de l'IDH et de l'ABF - avec une mise en œuvre qui commence en 2024.





# L'ADAPTATION ET L'ATTENUATION A LA COP 28



Face à l'impact profond du changement climatique sur l'Afrique, l'AUDA-NEPAD a concentré ses efforts sur le soutien aux États membres de l'UA dans la promotion de la Position africaine commune (PAC) sur le changement climatique lors de la 28ème Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP28) tenue à Dubaï, Émirats arabes unis, du 30 novembre au 12 décembre.

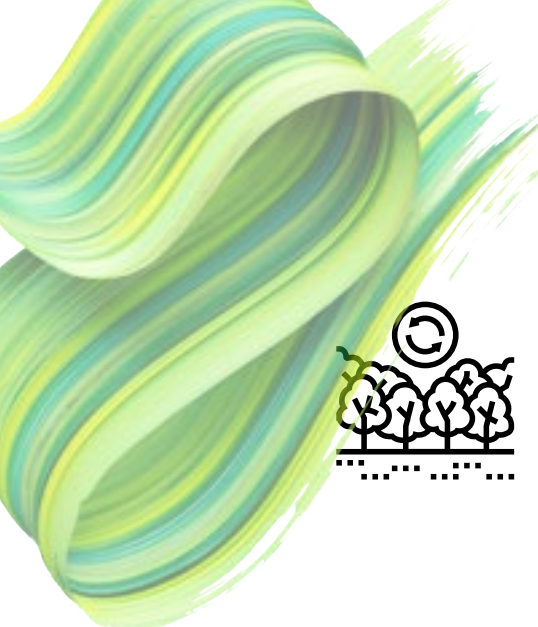
À cet égard, l'AUDA-NEPAD a œuvré avec des partenaires clés tels que la CUA, la BAD et la CEA pour faire entendre la voix de l'Afrique lors de la COP 28. Après 20 ans de négociations et une position commune, l'Afrique a beaucoup gagné en adoptant une position forte dans plusieurs négociations à la COP28. Les acquis comprennent i) la déclaration de la COP28 sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique, qui vise à réduire les émissions et à créer la sécurité alimentaire en Afrique. Avec 152 signataires et un engagement financier précoce de 7,1 milliards de dollars, il est possible de stimuler l'agriculture et les systèmes alimentaires africains ; ii) la déclaration de la COP28 sur le climat et la santé. Un financement d'un milliard de dollars EU a été mobilisé lors de la COP28 pour transformer les systèmes de santé en vue de faire face aux maladies induites par le changement climatique et de protéger les populations vulnérables ; iii) des centaines de millions de dollars ont été annoncés par les gouvernements allemand, français et japonais, ainsi que par des organisations philanthropiques et des institutions africaines et mondiales en faveur de l'Alliance pour les infrastructures vertes en Afrique, afin de construire de nouvelles infrastructures vertes ; iv) la capitalisation du Fonds des pertes et dommages avec un engagement initial de 700 millions de dollars EU, et v) pour la première fois, un appel à « transiter » des énergies fossiles qui attisent les conditions météorologiques extrêmes ayant provoqué des incendies, des inondations et des sécheresses dans les pays du monde entier.

En outre, le Fonds vert pour le climat a annoncé l'octroi de 100 millions de dollars EU au Malawi, à la Tanzanie, à la Zambie et à l'Éthiopie pour soutenir l'adaptation des systèmes alimentaires.

Le 3 décembre 2023, l'AUDA-NEPAD a signé un accord de siège avec le gouvernement égyptien pour la création du Centre d'excellence AUDA-NEPAD sur la résilience et l'adaptation au changement climatique (AUDA-NEPAD CRAC). Ce centre, situé en Égypte, vise à faire progresser la position commune de l'Afrique, à promouvoir la résilience et l'adaptation au changement climatique et à servir de centre de connaissances pour les innovations.



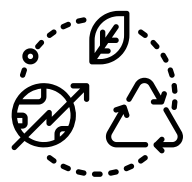




## Restauration des forêts et des terres dégradées en Afrique

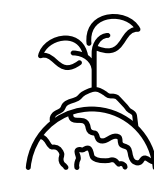
L'AUDA-NEPAD a continué à travailler avec 34 pays africains dans le cadre de son initiative de restauration des paysages forestiers africains (AFR100) sur les engagements pris pour restaurer 129 millions d'hectares de paysages dégradés d'ici à 2030. Plus de 5 millions d'hectares de paysages sont en cours de restauration. L'AFR100 a aidé les pays à suivre et à surveiller le changement des paysages et à établir des registres de restauration des paysages forestiers. En outre, une formation sur le renforcement des capacités en matière de restauration des terres pour les entreprises commerciales des femmes et des jeunes de 25 pays a été mise en place dans le cadre du programme d'accélération des terres.

## Économie bleue



En 2023, l'AUDA-NEPAD a élaboré des positions communes africaines et a fait entendre la voix de l'Afrique sur l'économie bleue lors d'événements stratégiques mondiaux et régionaux. Il s'agit notamment de la Conférence des Nations unies sur les océans de 2022, de l'Atelier régional sur les défis de la durabilité des ressources marines dans la SADC et de la Conférence sur l'avenir bleu à Moroni, Union des Comores, pour élaborer la Déclaration de Moroni pour l'action sur les océans et le climat en Afrique et fournir des informations à la Conférence ministérielle sur l'économie bleue et l'action sur le climat en Afrique : Les États insulaires et les États côtiers à l'avant-garde. Un soutien technique a été apporté au groupe régional africain des ambassadeurs et délégations basés à Rome lors du 35ème Comité des pêches et du 36ème Comité des forêts de la FAO, afin de soutenir l'élaboration de positions communes sur les questions de pêche, d'aquaculture, d'économie bleue et de gouvernance forestière. Le projet Gouvernance des pêches 2, financé par l'UE (en collaboration avec l'UA-IBAR), et le projet Maximiser le développement durable de l'économie bleue en Afrique, soutenu par l'APC Colombia, ont été mis en œuvre.

## Déclaration de Kinshasa sur la transformation rurale



Le développement rural est essentiel au développement économique durable de l'Afrique, car la majorité de sa population vit dans des zones rurales. En outre, la plupart des économies africaines dépendent encore fortement de leurs économies rurales comme principal moteur de croissance et de développement. De nombreuses activités économiques, en particulier celles liées à l'agriculture et au secteur des industries extractives, se déroulent principalement dans l'espace rural. Afin d'accélérer la mise en œuvre de la déclaration de Kinshasa sur la transformation rurale en Afrique australe et de la reproduire dans d'autres régions, l'équipe conjointe du programme de mise en œuvre (JIPT), composée de l'AUDA-NEPAD, du secrétariat de la SADC et du PAM, a organisé l'exposition inaugurale de la SADC sur l'innovation et la transformation rurales en septembre 2023, sous les auspices de S.E. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président du Congo. Le principal résultat a été la sélection de 25 innovateurs sur les 160 présents, en vue d'un financement et d'une mise à l'échelle, ainsi qu'un appel à l'action, invitant l'AUDA-NEPAD et ses partenaires à soutenir l'innovation et les jeunes agriculteurs émergents. 630 jeunes dans des entreprises rurales et 79 start-ups ont été soutenus au Cameroun, au Mozambique et en Zambie. Une équipe de projet de mise en œuvre conjointe (JIPT) comprenant l'AUDA-NEPAD, le secrétariat de la SADC et le Programme alimentaire mondial (PAM) a été créée pour soutenir la mise en œuvre de la déclaration de Kinshasa.





# LE TRIPLE NEXUS ENTRE LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT

L'AUDA-NEPAD a travaillé avec les CER et les pays participants sur le programme Triple Nexus entre la paix, la sécurité et le développement dans le but d'harmoniser et d'aligner les priorités et les actions régionales. La consultation visait également à identifier les besoins régionaux et nationaux spécifiques afin d'enrichir le document de programme et d'explorer les possibilités de financement pour le programme Triple Nexus. L'AUDA-NEPAD a également organisé conjointement l'examen de la politique de l'UA sur la reconstruction et le développement post-conflit (RDPC) avec l'Égypte et l'UA. Les activités du premier trimestre 2024 seront axées sur la mobilisation des ressources en faveur des priorités identifiées dans les pays et les CER.





# DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET DES INSTITUTIONS

L'Agenda 2063 reconnaît que la clé d'une prospérité durable, partagée et inclusive réside dans le développement des populations africaines. Grâce à un ensemble d'interventions, l'AUDA-NEPAD facilite le développement de l'esprit d'entreprise et de l'emploi, assure la promotion des systèmes de santé et du bien-être social de l'Afrique et renforce les centres d'excellence nationaux, régionaux et continentaux dans le domaine du développement des capacités humaines et institutionnelles. Concrètement, l'Agence s'efforce de mettre le continent sur la voie du développement en obtenant des résultats tangibles dans les domaines de l'éducation, du développement des compétences, de la santé et de l'égalité entre les hommes et les femmes. L'AUDA-NEPAD s'efforce de mettre en place des institutions compétentes et de promouvoir un leadership transformateur à tous les niveaux afin de rapprocher le continent de l'Afrique que nous voulons. En valorisant le capital humain de l'Afrique et en encourageant le développement inclusif, l'AUDA-NEPAD vise à ouvrir la voie à une Afrique centrée sur les populations, inclusive, dynamique et prospère, conformément à l'Agenda 2063.

## Energize Africa

*Mettre la jeunesse au centre du développement socio-économique de l'Afrique*

Energie Africa est une réponse concrète aux appels lancés par les États membres pour que la créativité et la capacité d'innovation des jeunes soient mises au service de la croissance socio-économique. Cette initiative phare vise à créer un vivier de jeunes professionnels hautement qualifiés en vue d'influencer les performances des secteurs public et privé, de stimuler la recherche et le développement axés sur les solutions grâce à des centres d'innovation, et de développer des opportunités d'entrepreneuriat pour les jeunes populations africaines afin d'améliorer le bien-être socio-économique. En s'appuyant sur des partenariats, des investissements et des stratégies innovantes, Energie Africa a pour objectif de dynamiser et d'utiliser la capacité d'innovation et la créativité des jeunes Africains pour stimuler la croissance et la transformation des économies africaines, par la création d'emplois, l'innovation et l'esprit d'entreprise. L'initiative a été applaudie et approuvée par le Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement du NEPAD (HSGOC) lors de la 40ème session du HSGOC tenue dans le cadre du Sommet de l'Union africaine en février 2023.



#EnergizeAfrica







## Pilier 1 d'Energize Africa

**Renforcer la participation des jeunes pour une prestation de services publics efficace et efficiente**

L'évaluation approfondie des politiques, programmes et cadres existants dans les CER ainsi que celle des besoins en matière de compétences dans les CER ont permis d'identifier les lacunes en matière de main-d'œuvre dans l'ensemble des services. L'Agence se prépare à publier des offres d'emploi et de déployer 100 boursiers d'Energie Africa dans quatre CER et à la Commission de l'Union africaine ainsi que dans ses organes et agences spécialisées. L'Agence travaille avec la Commission de l'Union africaine (CUA) sur le cadre continental de qualification pour l'Afrique afin de comprendre la portée du projet. Cette collaboration permettra à l'équipe de procéder à une évaluation et à une cartographie des cadres de qualification existants sur le continent. Les prochaines étapes consisteront à travailler en collaboration avec les CER pour élaborer et valider une stratégie de mise en œuvre pour le développement du cadre de qualification régional.

En outre, l'AUDA-NEPAD a mené une étude de référence et une analyse comparative d'initiatives similaires au sein et au-delà du continent. Des consultations techniques ont été menées avec les États membres et les CER afin d'affiner l'analyse de rentabilité de la Banque africaine des compétences critiques (BCA).

### Placer les jeunes au centre du deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063

Grâce à Energize Africa, l'AUDA-NEPAD a fait équipe avec YouthConnekt Africa et le gouvernement du Kenya, lors du 6ème Sommet de YouthConnekt Africa, accueilli par S.E. William Ruto, Président du Kenya. Le Sommet a réuni 20.000 jeunes et 17 ministres de la jeunesse. L'AUDA-NEPAD a coorganisé un dialogue politique de haut niveau afin de sensibiliser les jeunes en tant que catalyseurs du deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063. En outre, 500 jeunes femmes entrepreneurs et futurs entrepreneurs ont été formés au marketing numérique et à l'accès aux marchés et au financement. Le partenariat a pour but de servir de catalyseur pour le transfert de connaissances, l'apprentissage et la collaboration afin de créer les conditions nécessaires pour accélérer le développement centré sur la jeunesse aux niveaux continental, régional, national et local.



## Pilier 2 d'Energize Africa

**Redynamiser le secteur privé**

L'AUDA-NEPAD a organisé, par l'intermédiaire du Bureau de la science, de la technologie et de l'innovation de l'UA (CUA/OSTI), une formation des formateurs pour renforcer les capacités de l'Afrique en matière de compétences numériques et pour piloter le programme « AI Skills 4 All » (Compétences en IA pour tous) au Maroc, en collaboration avec l'Université Ibn Tokai. L'AUDA-NEPAD travaille également avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation du Maroc pour organiser un symposium sur l'exploitation de l'IA dans l'enseignement supérieur afin d'améliorer la recherche et l'innovation en 2024. L'équipe STI de l'UA a participé à un exercice de renforcement des capacités avec la CEA et des experts en écosystèmes d'innovation afin de mieux comprendre le rôle des centres d'innovation dans la promotion du développement et d'identifier les lacunes actuelles de l'écosystème d'innovation en Afrique. Ces informations permettront d'orienter les interventions d'Energize Africa lors de la transition vers la phase de mise en œuvre.





# RENFORCER LES PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES DES JEUNES

L'Afrique devrait compter 664 millions de jeunes d'ici 2030. Malgré cela, le continent se heurte à des difficultés pour créer une main-d'œuvre qualifiée adaptée au marché de l'emploi. Reconnaisant l'importance de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP), de nombreux pays ont lancé des programmes nationaux. Toutefois, ces programmes rencontrent des obstacles tels que la pénurie d'enseignants qualifiés, l'insuffisance des bourses d'études, l'inadéquation des infrastructures, le manque de programmes professionnels pratiques et la vétusté des équipements techniques.

Pour relever ces défis, l'AUDA-NEPAD, avec le financement du gouvernement allemand et de l'Union européenne (UE), met en œuvre l'Initiative Compétences pour l'Afrique (SIFA) en collaboration avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH et la KfW Development Bank. L'initiative soutient des programmes innovants de développement des compétences dans huit pays pilotes, à savoir le Cameroun, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Togo et la Tunisie. Les projets sont sélectionnés en fonction de leur pertinence à relever les défis quotidiens des États membres de l'UA en matière de développement des compétences, avec un accent particulier sur le soutien aux femmes et aux jeunes issus de milieux à faibles revenus. Une collaboration étroite avec les employeurs et le secteur privé garantit que le contenu de la formation est aligné sur le marché du travail, améliorant ainsi l'employabilité grâce à une formation pratique sur le terrain.

Au cours de la première phase, le SIFA a financé 16 projets à différents stades de mise en œuvre, soutenant les institutions de formation publiques et privées dans la mise en œuvre de programmes de compétences pour les jeunes dans les secteurs de croissance prioritaires. Ces projets comprennent l'achat de matériel de formation, la formation des formateurs, la conception de programmes d'études et le développement d'infrastructures. En 2023, SIFA a entamé sa deuxième phase, en poursuivant le financement de nouveaux projets et en lançant l'initiative de soutien technique aux bénéficiaires, qui vise à renforcer les capacités techniques et à fournir un soutien aux bénéficiaires.

En outre, SIFA gère le Portail africain des compétences pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes (ASPYEE), un référentiel de connaissances sur l'EFTP et de développement des compétences. Le portail couvre divers sujets, notamment l'engagement du secteur privé, les apprentissages, l'EFTP inclusif et la transformation numérique, facilitant l'amélioration du développement des compétences aux fins de l'emploi.





# WORLDSKILLS AFRICA DESK

L'AUDA-NEPAD travaille, en collaboration avec la GIZ, au lancement du WorldSkills Africa Desk afin de promouvoir l'EFTP et le développement des compétences sur le continent. Des consultations avec WorldSkills International sont en cours pour définir la gouvernance et les actions programmatiques de l'Africa Desk. Des travaux sont également en cours pour établir la structure des membres, les modèles juridiques et financiers, ainsi que les campagnes de plaidoyer, de communication et de mobilisation des partenaires. L'AUDA-NEPAD coopère avec le gouvernement de la Zambie, qui accueillera la prochaine compétition continentale WorldSkills Africa en 2025, pour inciter les États membres à rejoindre la section régionale, à participer et à mobiliser des partenariats pour le renforcement des capacités et le parrainage de l'événement. WorldSkills Africa sera lancé en marge du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de février 2024, afin de soutenir le lancement du thème de l'année de l'Union africaine pour 2024 : « Eduquer un Africain adapté au 21ème siècle : construire des systèmes éducatifs résilients pour un accès accru à un apprentissage inclusif, tout au long de la vie, de qualité et pertinent en Afrique ».



# ÉGALITÉ DES GENRES ET AUTONOMISATION DES JEUNES ET DES FEMMES

La stratégie de l'UA pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes (GEWE) met l'accent sur l'autonomisation économique, y compris l'inclusion financière et technologique ; la santé et les droits sexuels et reproductifs, y compris les pratiques traditionnelles néfastes, la violence à l'égard des femmes et des filles, et les processus de paix ; les systèmes de gouvernance institutionnelle du genre du protocole de Maputo ; et le leadership, la prise de parole et la visibilité. Afin de promouvoir la responsabilité de la mise en œuvre de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des jeunes, l'UA a lancé l'initiative pour l'inclusion financière et économique des femmes et des jeunes (WYFEI 2030). Mise en œuvre en partenariat avec l'Alliance Better Than Cash et la ZLECAf, l'initiative WYFEI 2030 est un programme en 10 points mis en œuvre par l'intermédiaire de trois communautés d'action, à savoir : Les quotas (pour corriger les déséquilibres entre les genres et les jeunes), l'inclusion financière et l'entrepreneuriat, et le développement des entreprises.



## Renforcement des capacités en matière d'entrepreneuriat

L'AUDA-NEPAD a renforcé l'esprit d'entreprise au Bénin et dans l'Union des Comores, en formant 600 jeunes entrepreneurs (dont 400 femmes) à divers modules entrepreneuriaux, en mettant l'accent sur l'engagement des parties prenantes, l'alphabétisation numérique, le commerce électronique, la stratégie de marketing et la gestion des risques. Des modules spéciaux ont été consacrés à l'exploitation des opportunités offertes par la ZLECAf. En outre, 148 femmes ont été formées grâce au programme de l'AUDA-NEPAD sur l'alimentation scolaire issue de la production locale ghanéenne (ASPL) à l'utilisation du planificateur numérique de repas scolaires. Les jeunes femmes entrepreneurs ont également bénéficié de cours magistraux sur le marketing numérique et l'accès au marché et au financement lors du sommet Youth Connekt Africa, auquel ont participé plus de 20.000 jeunes.



## Formation et enseignement par les pairs

L'AUDA-NEPAD a analysé les politiques rwandaises en matière de genre et de quotas de jeunes afin de recenser les meilleures pratiques évolutives en matière de formation par les pairs. Les résultats seront présentés dans le recueil de bonnes pratiques de l'AUDA-NEPAD sur les quotas de genre et de jeunes. L'agence a associé les ministères du genre du Maroc, de la Tanzanie, du Ghana, du Rwanda et de la Namibie à l'apprentissage par les pairs et au partage des meilleures pratiques. Les bonnes pratiques de la Tanzanie ont été présentées lors de la Journée panafricaine de la femme.







### Contributions à l'intégration de la dimension genre

L'AUDA-NEPAD a validé les lignes directrices de l'UA sur l'intégration du genre et des jeunes ainsi que la fiche d'évaluation. L'agence a soutenu la création de l'initiative de l'UA sur les femmes africaines dans le secteur de la transformation (AWIP) et l'élaboration du plan opérationnel de l'AWIP. Une formation au marketing numérique a été dispensée aux femmes travaillant dans le secteur de la transformation lors de la Foire commerciale intra-africaine 2023, organisée au Caire. L'AUDA-NEPAD a également contribué à la création de l'initiative HERAFcFTA et à la validation du projet de protocole de la ZLECAf sur les femmes et les jeunes dans le commerce.



### Élimination de la violence à l'égard des femmes

L'AUDA-NEPAD a collaboré avec le secteur privé, l'OIT et l'initiative Shared Value Africa pour organiser des consultations sur la masculinité positive avant la troisième conférence des hommes de l'UA sur la masculinité positive dans le leadership. Cet effort vise à consolider les actions de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles.



### Création de partenariats

L'AUDA-NEPAD a établi un partenariat avec Sonke Gender Justice et Trace TV pour organiser des séances de sensibilisation à la masculinité positive et mettre en œuvre des initiatives telles que le Youth Success and Mentees Hub, AU Trace Youth Corner Radio et AU Trace Academia for Women and Youth.



### Opérationnalisation des fonds d'affectation spéciale

L'AUDA-NEPAD coopère avec la CUA pour opérationnaliser le Fonds d'affectation spéciale de l'UA pour les femmes et le Fonds de l'UA pour les jeunes, qui seront administrés par l'AUDA-NEPAD.



### Thème de l'année de l'UA 2024

S'alignant sur le thème de l'année 2024 de l'UA, « Eduquer un Africain digne du 21ème siècle », l'AUDA-NEPAD et l'UA-CIEFFA travaillent à la relance de la stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA) sur l'éducation des filles et des femmes et à la mise en œuvre de la campagne #AfricaEducatesHer.





# SYSTÈMES DE SANTÉ

La vision de l'UA en matière de santé est de débarrasser l'Afrique du lourd fardeau des maladies évitables, des handicaps et des décès prématurés en réduisant considérablement le taux de morbidité et en facilitant l'accès aux services de soins de santé, aux produits médicaux et aux technologies de la santé. Les interventions de l'AUDA-NEPAD sont guidées par divers cadres politiques de l'UA, notamment l'Agenda 2063, la Stratégie africaine de la santé (2016-2030), le Plan d'action de Maputo sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (2016-2030), la Stratégie régionale africaine de la nutrition (2015-2025), le Plan de fabrication pharmaceutique en Afrique (PMPA) 2012, la Stratégie de développement et d'accès aux vaccins COVID-19 de l'Union africaine (2020), le Cadre catalytique pour éradiquer le VIH et la tuberculose et éliminer le paludisme d'ici à 2030, et la Stratégie de recherche et d'innovation en santé pour l'Afrique (HRISA) (2018-2030).

## Développer l'industrie pharmaceutique en Afrique

La mise en œuvre du plan de fabrication de produits pharmaceutiques pour l'Afrique (PMPA) a connu des avancées significatives, caractérisées par la création de la plateforme de soutien à la fabrication de produits de santé (HMSP) avec le concours d'Unitaid. Présentée lors du deuxième Forum mondial de la production locale, cette initiative marque une étape importante dans le parcours de l'Afrique vers l'autosuffisance pharmaceutique.

L'HMSP est une initiative novatrice qui présente un vaste potentiel pour l'industrie pharmaceutique africaine. Elle couvre les dispositifs médicaux, les IPA, les diagnostics au point d'intervention, les produits biopharmaceutiques et bien plus encore. Cette approche diversifiée garantit la fabrication complète de produits de santé. L'HMSP vise à soutenir des domaines essentiels tels que les opérations commerciales, la gestion réglementaire et les investissements en capital. Une feuille de route bien conçue, d'une durée de deux ans, définit les principales étapes et les objectifs de l'opérationnalisation de l'HMSP.

Le PMPA a réussi à mobiliser les parties prenantes concernées, garantissant ainsi un effort de collaboration pour renforcer la fabrication de produits pharmaceutiques en Afrique. Grâce à un soutien adapté, à la promotion de la collaboration et à la couverture de différents types de fabrication, l'HMSP devrait dynamiser l'industrie pharmaceutique en Afrique, en s'alignant sur les objectifs de le PMPA et en améliorant l'accès à des produits de santé de qualité pour le continent.



# GARANTIR L'ACCÈS À DES PRODUITS MÉDICAUX SÛRS, DE QUALITÉ ET ABORDABLES

L'accès à des produits médicaux sûrs, de qualité et abordables reste un défi important dans de nombreux pays africains en raison de cadres réglementaires faibles ou obsolètes. Le programme d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH), mis en œuvre dans le cadre du PMPA, vise à améliorer l'accessibilité en facilitant et en harmonisant la réglementation des produits médicaux. L'AUDA-NEPAD et l'OMS assurent conjointement le secrétariat de ce programme.

En 2023, les comités techniques (CT) de l'AMRH ont réalisé des progrès notables dans le renforcement des systèmes réglementaires et de l'harmonisation à travers le continent. Parmi les principales réalisations, on peut citer :

- L'élaboration de cadres directeurs et de procédures opérationnelles normalisées (POS), indispensables à l'harmonisation des activités de réglementation à l'échelle du continent.
- Un travail de fond a été effectué en vue de la mise en place d'un système d'information réglementaire.
- Un examen de la loi type de l'UA sur la réglementation des produits médicaux pour répondre aux nouveaux développements en matière de réglementation des produits médicaux à l'échelle continentale et mondiale.
- Le lancement d'un projet pilote d'évaluation et d'inspection du médicament à l'échelle continentale.
- L'organisation des sessions de préqualification avec l'équipe de l'OMS chargée des diagnostics in vitro.
- La désignation de quatre centres régionaux d'excellence en matière de réglementation (RCORE) pour la supervision de la réglementation des vaccins. Ces centres sont l'Autorité sud-africaine de réglementation des produits de santé (SAHPRA), l'Autorité tanzanienne des médicaments et des dispositifs médicaux (TMDA) en partenariat avec l'École de pharmacie de l'Université Muhimbili de la santé et des sciences connexes (MUHAS), l'Autorité égyptienne des médicaments (EDA) et l'Autorité des produits alimentaires et pharmaceutiques (FDA) au Ghana.

Le Secrétariat soutient également les Communautés économiques régionales (CER) dans le renforcement des initiatives régionales d'harmonisation de la réglementation du médicament, dans le but de passer de systèmes nationaux fragmentés à des systèmes régionaux collaboratifs. En outre, le secrétariat de l'AMRH a aidé les agences nationales de réglementation des médicaments (ANMR) à combler les lacunes afin d'atteindre le niveau de maturité 3 de l'OMS (ML3), la majorité d'entre elles étant au niveau ML1 (72 %) et 16 % au niveau ML3. Des plans pour un suivi de la mise en œuvre et une stratégie de mobilisation des ressources sont en cours pour soutenir la mise en œuvre des PDI destinés aux ANMR.





# UN ORGANISME CONTINENTAL DE RÉGLEMENTATION DES MÉDICAMENTS

Le Secrétariat de l'AMRH œuvre à la promotion d'un passage progressif à un organisme continental de réglementation des médicaments, l'Agence africaine du médicament (AMA). 26 États membres ont ratifié le traité de l'AMA. Neuf autres ont signé le traité mais ne l'ont pas ratifié. La structure de l'AMA a été conçue, tandis que plusieurs cadres ont été élaborés et approuvés. Il s'agit notamment des lignes directrices sur les critères d'éligibilité des produits médicaux prioritaires, des lignes directrices et procédures continentales sur les bonnes pratiques de fabrication (BPF), de l'évaluation des produits médicaux (EPM) et d'une feuille de route d'un an pour piloter l'évaluation continentale de l'enregistrement des produits médicaux. En outre, les termes de référence et la description du poste du directeur général de l'AMA ont été approuvés par la conférence des États parties de l'AMA, et le conseil d'administration de l'AMA est en train d'être mis en place pour diriger les opérations de l'AMA, y compris la sélection du directeur général.

En outre, pour aider à l'opérationnalisation de l'AMA, la réunion de la Conférence des régulateurs africains des médicaments (AMRC) en août 2023 a exhorté les CER à formuler un plan minimum chiffré pour les projets régionaux de MRH afin de piloter leurs opérations et d'assurer l'efficacité et la durabilité à long terme.



# RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES

Le système de santé communautaire en Afrique est confronté à des défis, notamment la pénurie d'agents de santé communautaire et les lacunes dans les connaissances sur la prévention des problèmes de santé courants. Le projet Bijimi de l'AUDA-NEPAD vise à résoudre ces problèmes en renforçant les capacités techniques des agents de santé communautaire, en particulier dans les zones rurales.

En 2023, le projet Bijimi s'est concentré sur le renforcement du personnel de santé communautaire au Burundi, au Lesotho, en République centrafricaine, au Tchad et au Sud-Soudan. Le projet visait à renforcer les capacités des travailleurs de la santé et à sensibiliser les communautés dans ces régions. Reconnaisant l'importance de la santé et de la sécurité au travail (SST), le projet a intégré la SST dans le système de soins de santé primaires. Une formation spécialisée en SST a été dispensée à 50 participants de ces pays, dotant les travailleurs de la santé des connaissances et des compétences nécessaires pour assurer leur bien-être et celui de leurs patients.

Le projet Bijimi a permis de mettre en place un mécanisme d'intégration transparente des pratiques de SST dans le système de soins de santé primaires, favorisant ainsi des pratiques de soins de santé sûres et durables dans les pays participants. L'engagement des cinq pays à intégrer l'élément SST dans leurs feuilles de route nationales en matière de soins de santé primaires a constitué une réalisation importante, témoignant de leur volonté d'assurer la viabilité à long terme des services de soins de santé.

L'approche holistique du projet Bijimi, qui combine la formation des travailleurs de la santé et l'éducation des communautés, démontre son engagement à mettre en place un système de soins de santé résilient et efficace. En donnant la priorité à la santé et à la sécurité au travail, le projet préserve le bien-être des professionnels de la santé et améliore la qualité des soins fournis aux communautés, contribuant ainsi à des sociétés plus saines et plus prospères.





# SOUTIEN AUX SYSTÈMES DE LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE ET DE SANTÉ AU TRAVAIL EN AFRIQUE AUSTRALE

L'exploitation minière contribue de manière significative à l'économie des pays d'Afrique australe. Cependant, cela a un coût, la région étant grevée d'une incidence élevée de maladies infectieuses telles que la tuberculose et le VIH parmi les travailleurs miniers. Depuis 2018, l'AUDA-NEPAD travaille en collaboration avec le Secrétariat de la SADC et d'autres partenaires pour mettre en œuvre certains aspects du Protocole de santé de la SADC, du Plan stratégique de lutte contre la tuberculose de la SADC 2020-2024 et de la Déclaration sur la tuberculose dans le secteur minier, avec un financement du Fonds mondial.

## La tuberculose dans le secteur minier en Afrique australe (TIMS)

L'initiative sur la tuberculose dans le secteur minier en Afrique australe est actuellement dans sa phase finale, avec un financement total de 10,5 millions de dollars EU, et devrait s'achever en juin 2024. L'AUDA-NEPAD fait office de secrétariat pour l'Instance de coordination régionale (ICR) de l'Afrique australe pour le projet TIMS, avec des résultats significatifs obtenus en 2023.



Élaboration de cadres réglementaires en matière de santé et de sécurité au travail

Introduction des lignes directrices régionales sur les limites d'exposition professionnelle et de la loi type. Établissement de lignes directrices sur la sécurité, la santé et l'environnement au travail (OSHE) pour l'exploitation minière artisanale à petite échelle (ASM). Création d'un cadre pour les services de santé au travail au Lesotho et au Malawi. Développement du programme de formation et de mentorat de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) de l'OIT. Examen et renforcement des lois sur la sécurité et la santé au travail dans divers États membres.



Soutien technique

· Soutien au Lesotho, au Malawi, au Mozambique et à la Zambie pour l'élaboration d'un système commun d'information sur la sécurité et la santé au travail (OSHIS) à l'aide de l'outil DHS12. · Mise en œuvre du nouveau code de pratique régional exigeant des pays la mise en place de services de santé au travail pour les mineurs et les anciens mineurs. Assistance au Royaume du Lesotho dans l'élaboration du projet de loi sur la santé et la sécurité au travail et de son cadre réglementaire. · Soutien au Malawi et à la Zambie dans la mise à niveau des systèmes de gestion des laboratoires d'hygiène du travail. Assistance à l'Afrique du Sud pour la révision de sa réglementation sur la perte auditive due au bruit. Aide à divers États membres pour l'élaboration de politiques, de systèmes et de changements environnementaux (PSE) dans le cadre d'interventions sanitaires. Des consultations ont été tenues avec les États membres dans le but d'élargir et de mettre à profit ce programme en Afrique de l'Ouest, y inclus la Guinée, le Mali et le Sénégal.



Formation

· Formation de 30 informaticiens du Lesotho, du Mozambique et de la Zambie à l'outil DHS12. Formation de 23 responsables de la santé du Lesotho aux principes fondamentaux de l'OIT, aux droits des travailleurs et au cadre de la SST du Lesotho. · Renforcement des capacités de 29 praticiens de la santé au travail de tout le continent grâce à la formation des formateurs sur le programme de la CIPR de l'OIT. · Renforcement des capacités des spécialistes de la SST au Lesotho, au Malawi, au Mozambique et en Zambie afin de développer la SST et de mener des activités d'inspection sur le lieu de travail.



Examen des programmes et produits de connaissance

· Examen et validation du programme de formation pour les praticiens de la santé et de la sécurité au travail. Évaluation de plusieurs rapports de projets en vue de leur publication.



# PROMOUVOIR UN FINANCEMENT DURABLE DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Des progrès significatifs ont été réalisés dans la mise en œuvre de la déclaration de 2019 sur l'investissement dans la santé de la réunion des leaders africains. L'une des interventions essentielles en 2023 a été le pré-lancement du Programme de l'UA pour l'investissement et le financement de la santé en Afrique (PIFAH). Ce programme, conçu pour exploiter l'engagement du secteur privé, s'articule autour de quatre domaines verticaux clés, à savoir les services de diagnostic, la santé numérique, les ressources humaines pour la santé dans tous les cadres et la fabrication.

Un projet remarquable à gain rapide qui illustre cet engagement a été lancé pour lutter contre les maladies tropicales négligées (MTN) à Sao Tomé-et-Principe, au Burundi et en RDC. Cette initiative vise à éliminer les MTN dans ces régions, démontrant ainsi l'impact tangible de l'implication du secteur privé dans les soins de santé.

En outre, l'Agence a organisé sept dialogues nationaux sur le financement de la santé. Ces dialogues ont abouti à l'élaboration de plans et de projets d'investissement nationaux dans le domaine de la santé, prêts à attirer des investisseurs potentiels. Ces plans et projets sont essentiels pour faire progresser durablement les soins de santé sur le continent.

Dans le cadre de l'approche globale de l'ALM, un cadre pour l'engagement du secteur privé dans le secteur de la santé a été conçu avec précision, discuté et enfin adopté. Ce cadre sert de guide aux parties prenantes des secteurs public et privé, garantissant des investissements cohérents et efficaces dans le secteur de la santé.





# SOUTENIR LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA, RENFORCER LES SYSTÈMES DE SANTÉ ET LA SÉCURITÉ SANITAIRE

En collaboration avec la CUA et le CDC Afrique, une feuille de route chiffrée à six piliers pour 2030 a été élaborée et sera présentée au Sommet des chefs d'État de l'UA de février 2024 pour approbation. Cette feuille de route vise notamment à opérationnaliser les centres régionaux de financement de la santé, à renforcer les capacités de fabrication locales et à mettre en œuvre des initiatives ciblant les jeunes et d'autres populations clés afin de prévenir et de gérer les maladies transmissibles et non transmissibles. En outre, des préparatifs sont en cours pour une conférence à haut niveau sur la santé qui se tiendra en juillet 2024, conformément à la décision de l'UA. Cette conférence servira de plateforme pour consolider le soutien à la réalisation des objectifs de la feuille de route et propulser l'Afrique vers un avenir où le VIH et les infections connexes seront éliminés, les maladies non transmissibles maîtrisées, les systèmes de santé résilients et les stratégies de soins de santé durables soutenant le développement du continent.









# SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

L'UA vise à exploiter efficacement la science, la technologie et l'innovation pour le développement socio-économique de l'Afrique et à donner aux leaders et innovateurs africains les moyens de relever les défis continentaux en tirant parti des technologies de pointe et émergentes. Les interventions actuelles sont axées sur l'identification et l'évaluation des technologies prometteuses qui recèlent un immense potentiel pour l'Afrique. En outre, grâce à des initiatives de financement novatrices, l'AUDA-NEPAD facilite le financement de projets de recherche et de développement révolutionnaires sur l'ensemble du continent.

## Groupe de haut niveau de l'UA sur les technologies émergentes (APET) et dialogue exécutif Calestous Juma (CJED)

*Exploiter les technologies émergentes pour le développement socio-économique de l'Afrique*

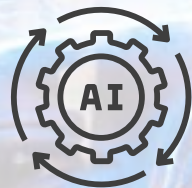
Le groupe de haut niveau de l'UA sur les technologies émergentes (APET) est le groupe de réflexion de l'UA, composé d'éminents experts mandatés pour apporter des contributions spécialisées au développement, à l'acquisition et au déploiement des technologies pour la croissance économique de l'Afrique. Par son rôle consultatif, l'APET permet au continent de tirer parti des innovations et des technologies actuelles et émergentes qui ont un fort potentiel pour transformer la base scientifique de l'Afrique en un avantage concurrentiel. Le dialogue exécutif Calestous Juma (CJED) offre une excellente occasion pour apprendre, échanger des connaissances et des expériences, et établir des relations mutuellement bénéfiques axées sur les technologies émergentes du 21<sup>e</sup> siècle. Le dialogue vise à renforcer les connaissances et les capacités des cadres, des hauts fonctionnaires, des décideurs et des responsables politiques africains afin qu'ils puissent fournir des conseils techniques aux gouvernements sur les technologies innovantes et émergentes.





1

## Trois rapports sur l'IA transformatrice



L'APET a lancé trois rapports influents sur l'IA, la blockchain et les batteries de nouvelle génération lors du Sommet de l'UA. Les rapports soulignent le potentiel de l'IA pour doubler la croissance du PIB, le rôle de la blockchain dans la gouvernance transformatrice et l'utilisation stratégique des batteries de nouvelle génération pour les besoins énergétiques. L'APET a introduit un cadre politique d'édition du génome pour l'agriculture africaine, s'alignant sur les progrès de la biotechnologie. Des discussions en table ronde visant à favoriser le changement radical et la transformation numérique à travers le continent.

3

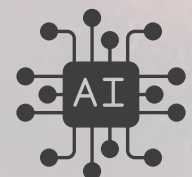
## Dialogue de trois jours sur le renforcement de la mise en œuvre de la ZLECAf



Le 8ème CJED s'est concentré sur « l'exploitation des technologies émergentes pour la mise en œuvre de la ZLECAf et l'industrialisation en Afrique ». Des recommandations politiques ont été formulées : renforcer les partenariats public-privé, élaborer des stratégies nationales globales pour les technologies émergentes et investir dans la recherche et le développement. L'accent est mis sur l'intégration de l'éducation, la protection de la propriété intellectuelle, l'harmonisation des douanes, l'investissement dans l'infrastructure numérique et la valeur ajoutée locale pour renforcer la ZLECAf.

2

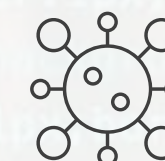
## Efforts en vue de finaliser l'avant-projet de la stratégie UA-AI



Des progrès ont été réalisés dans la finalisation de la première version de la stratégie continentale de l'UA en matière d'intelligence artificielle. Les experts ont contribué à enrichir le document, avec des efforts continus dans la validation, l'alignement des États membres, et la préparation pour l'adoption. Une version résumée destinée aux décideurs politiques souligne l'engagement en faveur d'une croissance inclusive, de la création d'emplois et du développement durable grâce à l'IA.

4

## Promouvoir des pratiques éthiques en matière de STI



Consultations avec l'Institut Supérieur d'Agriculture et de Ressources Naturelles de Lilongwe (LUANAR) pour améliorer le cadre éthique des pratiques STI. Les progrès réalisés démontrent l'engagement à promouvoir une gouvernance et des STI éthiques pour une prise de décision fondée sur des preuves, une réduction de la corruption et la préservation du patrimoine culturel de l'Afrique.



# INDICATEURS DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION POUR L'AFRIQUE (ASTII)

Les indicateurs de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) sont essentiels pour soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et le suivi des objectifs scientifiques de l'Afrique dans le cadre des économies actuelles fondées sur la connaissance et l'innovation. À la suite du plan d'action de Lagos de 1980 sur l'Agenda 2063, les chefs d'État et de gouvernement ont recommandé d'investir au moins 1 % du produit intérieur brut (PIB) dans le développement scientifique. La Stratégie STI pour l'Afrique 2015-2024 (STISA-2024) et l'Agenda 2030 pour le développement durable exigent tous deux une augmentation des investissements dans la recherche (ODD 9.5) afin d'accélérer l'industrialisation, de renforcer l'innovation et d'améliorer les infrastructures



## Quatrième rapport sur les perspectives de l'innovation en Afrique :

En collaboration avec l'Observatoire de l'UA pour la STI (AOSTI/CUA) AUDA-NEPAD élabore le quatrième rapport sur les perspectives de l'innovation en Afrique, qui sera publié d'ici le deuxième trimestre de 2024.



## Renforcement de la capacité des États membres à élaborer et à utiliser des indicateurs STI

L'AUDA-NEPAD travaille activement au renforcement des capacités des pays africains et des Communautés économiques régionales (CER) dans l'utilisation des indicateurs de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) pour une planification et une prise de décision efficaces. Avec la formation dispensée à 43 pays depuis 2007, en collaboration avec les CER et l'Institut de statistique de l'UNESCO, l'organisation poursuit son engagement. En 2023, 38 experts en politiques et données STI ont suivi un module de troisième cycle sur l'innovation, la transformation et la résilience pour le développement durable à l'Université de Lund, Suède. L'AUDA-NEPAD collabore également avec le Brésil et le UK/FCDO pour renforcer l'expertise en matière de collecte de données en temps réel dans six pays pilotes, en s'alignant sur la deuxième phase du projet pilote de coopération trilatérale pour le développement Royaume-Uni-Brasil-Afrique, axée sur l'ODD 17. La participation de l'organisation au G20 par l'intermédiaire de son réseau de groupes de réflexion, Think20, souligne son engagement, et des activités sont prévues au Brésil pour 2024. Les visites de formation par les pairs à Rio de Janeiro et à Brasilia, organisées par le ministère brésilien des affaires étrangères et l'ambassade britannique, ont mis l'accent sur la recherche en matière de santé, l'innovation et les données démographiques.



## Elargissement des partenariats :

L'AUDA-NEPAD s'est jointe à l'Alliance mondiale pour la recherche et l'innovation dans les économies de la vie (GALERI) et à Think20.



# FAIRE PROGRESSER L'ÉDITION DU GÉNOME EN AFRIQUE

L'initiative d'édition du génome (GEd) a continué d'intensifier son action dans huit États membres (Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Nigeria et Zimbabwe) afin de promouvoir l'utilisation de l'outil GEd pour optimiser les chaînes de valeur et d'approvisionnement dans le secteur de l'agriculture. L'objectif consiste à favoriser une meilleure compréhension de l'édition du génome auprès des différents groupes de parties prenantes en soulignant son potentiel et l'intervention requise de la part des principaux acteurs de l'écosystème de l'innovation.

L'exercice de communication et de plaidoyer 2023, mené par les agences nationales chefs de file, a permis de faire pression pour l'adoption de politiques de soutien, l'augmentation des investissements et l'amélioration des compétences des scientifiques afin de favoriser les innovations en matière d'édition du génome dans le domaine de l'agriculture. Les pays participants ont élaboré huit (8) stratégies et plans d'action nationaux de communication et de plaidoyer sur les OGM, qui ont tous été validés par les principales parties prenantes. Les stratégies identifient les besoins spécifiques à chaque pays auxquels il faut répondre par des efforts multipartites, avec des plans d'action de six (6) mois élaborés pour guider la mise en œuvre des activités dans le pays. En outre, quatre (4) modules de formation GEd ont été élaborés par une équipe d'experts africains de premier plan issus des huit (8) pays. Ces quatre (4) modules portent sur la science, l'élaboration des politiques et la réglementation, le développement des produits, la propriété intellectuelle et la commercialisation. Ces modules visent à promouvoir une compréhension commune de l'édition du génome et des facteurs favorables dans les différents pays, dans le cadre d'une communication et d'un plaidoyer visant à harmoniser les messages clés. Six (6) des pays participants ont également mis au point une série d'interventions visant à encourager les programmes de formation en cours d'emploi axés sur l'innovation afin de promouvoir le développement de produits à grande échelle et de soutenir efficacement l'industrialisation. En outre, des acteurs clés (scientifiques, décideurs politiques, régulateurs, R&D et médias) des pays participants ont bénéficié d'un voyage d'étude en Éthiopie. Ce voyage a facilité l'apprentissage et le partage d'expériences sur les efforts de pointe en matière de science, de recherche et d'innovation pour soutenir l'industrialisation et le développement national en général. Un dialogue continental inaugural sur l'amélioration de la domestication et de l'utilisation de l'édition du génome en Afrique a permis de renforcer l'engagement des ministres, des hauts responsables politiques, des régulateurs, des scientifiques, de la R&D et des médias.

Dans le cadre de la préparation d'une analyse du paysage à l'échelle de l'Afrique, les États membres ont apporté des contributions essentielles à l'exercice prévu dans seize (16) pays. L'exercice vise à évaluer les compétences du continent et les trajectoires actuelles liées à l'application de la biotechnologie dans l'agriculture. Enfin, l'initiative a établi des alliances stratégiques de collaboration pour soutenir les interventions au niveau national avec des institutions clés, y compris la Fondation africaine pour la technologie agricole (AATF), la Fondation internationale pour la biotechnologie des récoltes en Afrique (AHBFI), l'Alliance pour la science, l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI), le Centre pour l'agriculture et les biosciences internationales (CABI), l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), le Forum ouvert pour la biotechnologie agricole (OFAB) et le Consortium pour les cultures orphelines en Afrique (AOCC). Ces partenariats ont permis à l'AUDA-NEPAD d'intervenir comme partenaire critique lors de la Conférence africaine sur la technologie agricole (ACAT) de 2023 organisée par l'AATF afin de permettre un engagement stratégique sur la biotechnologie moderne et les OGM.





# PROMOUVOIR UNE LUTTE ANTIVECTORIELLE EFFICACE EN AFRIQUE

Le programme de gestion intégrée des vecteurs (IVM) vise à créer une plateforme continentale de collaboration pour une lutte antivectorielle efficace, impliquant le secteur de la santé et d'autres industries. Il s'efforce de donner à la région les moyens d'appliquer les stratégies existantes et émergentes de gestion des vecteurs, en réponse aux récentes décisions politiques qui mettent l'accent sur l'innovation dans les outils de lutte antivectorielle.

En 2023, l'AUDA-NEPAD a pris des mesures importantes pour renforcer les efforts de lutte contre les vecteurs à base génétique (GBVC). Les consultations des parties prenantes au Burkina Faso et en Ouganda ont facilité l'échange de connaissances, l'identification des problèmes et la résolution concertée des problèmes afin de renforcer la capacité du continent à lutter contre les maladies à transmission vectorielle. Les organismes de réglementation en matière de santé et de biosécurité de ces pays ont suivi une formation approfondie sur les lignes directrices et les outils réglementaires en matière de lutte contre les maladies à transmission vectorielle, ce qui leur a permis d'acquérir des compétences essentielles pour naviguer dans le paysage en constante évolution de la lutte contre les maladies à transmission vectorielle et pour garantir une mise en œuvre sûre.

Parallèlement, le programme IVM a mis en place un mécanisme d'analyse de l'horizon pour les inventions génétiques en Afrique. Cette approche systématique, présentée lors de la conférence annuelle de l'Association panafricaine de lutte contre le paludisme (PAMCA) à Addis-Abeba, fait appel à un groupe d'experts techniques (GET) multidisciplinaire chargé d'évaluer de manière exhaustive les effets positifs et négatifs des gènes dans le contexte africain. Les efforts du GET garantissent que l'Afrique reste bien informée et préparée aux derniers développements des technologies GBVC.

Le programme de gestion intégrée des vecteurs a progressé dans la mise en place du groupe consultatif sur la gestion intégrée des vecteurs en Afrique, les premières consultations ayant eu lieu au Mozambique et ayant porté sur la définition des objectifs, l'identification des parties prenantes et l'élaboration d'un plan de mise en œuvre global. Ce groupe consultatif offre des perspectives intéressantes pour renforcer les stratégies de gestion des vecteurs en Afrique, favoriser la collaboration et faire progresser la lutte contre les maladies à transmission vectorielle.

En outre, le programme IVM a activement mobilisé les principales parties prenantes afin d'encourager la collaboration, la coopération et la participation multisectorielles à la recherche, au développement et à la réglementation des outils de lutte contre les maladies à transmission vectorielle. Ces efforts ont abouti à la mise en place d'une plateforme nationale de lutte contre les maladies à transmission vectorielle en Ouganda. De plus, des engagements techniques de haut niveau avec les ministères de la santé, de l'environnement et de l'agriculture de l'Union des Comores ont soutenu les efforts du pays pour contrôler et éliminer le paludisme et d'autres maladies à transmission vectorielle en utilisant les outils de contrôle vectoriel existants et en explorant les technologies émergentes.

Enfin, le programme a joué un rôle crucial en soutenant la réunion des experts de l'UA sur le paludisme et la lutte antivectorielle, ainsi que la réunion AIDS Watch Africa. Ces réunions visent à évaluer les progrès accomplis dans la lutte contre le paludisme et d'autres maladies à transmission vectorielle sur le continent, et à formuler des recommandations pour soutenir les efforts d'élimination de ces maladies, qui seront adoptées en 2024 par la Conférence de l'UA.





# CONTRÔLE DE LA SÉCURITÉ DES PRODUITS MÉDICAUX EN AFRIQUE

Le programme UA-3S vise à garantir la sécurité des populations des États membres en établissant un système continental de surveillance de la sécurité des produits médicaux prioritaires. Initialement axé sur la sécurité des vaccins pendant la pandémie de COVID-19, le programme s'est orienté vers la création de profils de sécurité spécifiques à l'Afrique pour les nouveaux vaccins. Les pays pilotes - l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud - ont été choisis pour couvrir plus de 35 % de la population africaine, ce qui a permis d'adopter une approche coordonnée et multinationale du contrôle de la sécurité des vaccins COVID-19. Cette réorientation stratégique permet d'accélérer la mise sur le marché de vaccins sans disposer de données sur leur innocuité pour la population africaine.

Le programme a réussi à mettre en place quatre solutions de surveillance de la sécurité dans l'écosystème de pharmacovigilance des cinq pays pilotes. Ces solutions sont les suivantes :

1. le renforcement des capacités de pharmacovigilance dans le pays ;
2. le déploiement d'outils numériques de collecte de données de sécurité basés sur le cloud pour assurer une collecte de données de qualité en temps réel ;
3. l'intégration des données de sécurité et la plateforme de détection des signaux (une banque de données avec plus de 50.000 rapports d'événements indésirables uniques) avec des moteurs analytiques avancés pour la détection des signaux et le processus de gestion et ;
4. le tout premier groupe d'experts africain de gestion conjointe des signaux pour examiner et conseiller les États membres sur la sécurité des produits en suivant les processus de gestion des signaux en utilisant les données collectées. L'objectif actuel du programme est de passer à une plateforme continentale de surveillance de la sécurité qui soit fonctionnelle et durable.

En 2023, le programme s'est concentré sur les domaines spécifiques suivants :

## » Élaboration d'une feuille de route pour une plateforme de sécurité continentale durable

:Le groupe de pilotage de l'UA-3S a créé un groupe de travail ad hoc sur la plateforme de sécurité continentale (CWG) chargé d'élaborer une feuille de route pour guider l'UA-3S vers une plateforme continentale fonctionnelle et durable.

## » Extension du programme UA-3S à un plus grand nombre de pays

En septembre 2023, le programme UA-3S s'est élargi avec l'inclusion officielle de la RDC, de l'Égypte et du Rwanda. En outre, le Cabo Verde, le Gabon, le Mozambique, la Tanzanie, la Tunisie et l'Ouganda ont été approuvés en tant que nouveaux États membres, ce qui porte le total à douze (12) pays membres. Le programme vise à atteindre le chiffre de quinze (15) pays d'ici la fin de l'année 2024

## » Extension du champ d'application du produit

En plus des six (6) groupes de vaccins COVID-19, sept (7) autres produits médicaux prioritaires (nouveau vaccin antipoliomyélitique oral de type 2 (nOPV2), régime à base de dolutégravir, Cabotegravir Replétif, fumarate de bédaquiline, prétomanide, vaccin antipaludique et produits thérapeutiques COVID-19) ont été identifiés et recommandés par le CWG de l'UA-3 au moyen d'une approche d'évaluation fondée sur les risques.

## » Effets indésirables enregistrés pour les vaccins COVID-19

Au cours de cette période, l'actuel groupe de gestion conjointe des signaux (JSM) de l'UA-3S a examiné et discuté des événements d'intérêt et des signaux potentiels résultant de deux années de collecte de données à travers le pays. Les événements dignes d'intérêt sont notamment le syndrome de Guillain-Barré, la paralysie faciale et l'arthrite.

## » Amélioration du mécanisme de collecte des données

Étant donné que les processus de collecte de données du programme reposaient sur des applications mobiles et des applications personnalisées de l'Agence nationale de réglementation (ANR), un nouveau portail web sur la sécurité des médicaments a été développé au cours de cette période comme un outil efficace pour améliorer le processus de collecte de données, en particulier pour les rapports de sécurité plus complets provenant des professionnels de la santé et du public.

## » Optimisation de la plate-forme technologique

La plateforme technologique AU-3S est en cours d'amélioration afin d'inclure davantage de produits médicaux et de pays prioritaires. Les données d'innocuité du vaccin COVID-19 provenant des cinq (5) pays participants initiaux sont passées de 38.193 en février 2023 à 45.099 au 2 octobre 2023. Les efforts en cours visent à migrer des données de sécurité COVID-19 supplémentaires, avec pour objectif de dépasser les 80.000 d'ici la fin de l'année. Ce taux de déclaration est sans précédent en Afrique et a été reconnu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

## » Renforcement des capacités des États membres

Des fonds supplémentaires et un soutien au renforcement des capacités ont été fournis aux pays participants par le biais d'accords de sous-traitance. Ces fonds ont aidé les pays de l'UA-3S à combler les lacunes en matière de PV et de PDI. Fait remarquable, grâce au soutien du programme de l'UA-3S, l'administration éthiopienne des denrées alimentaires et des médicaments (EFDA) a atteint le niveau de maturité 3 (ML3) de l'outil d'étalonnage mondial de l'OMS pour la fonction de vigilance, ce qui en fait le troisième pays de l'UA-3S à réaliser cette prouesse.

## » Impact sur la santé publique

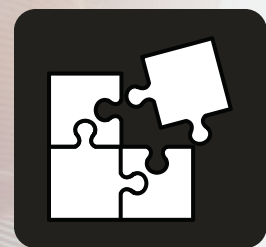
Le projet pilote de l'UA-3S concernant le vaccin COVID-19 a eu un impact immédiat, significatif et durable sur la santé publique, en réaffirmant l'innocuité des vaccins COVID-19 et en soutenant l'adoption et l'administration des vaccins dans les États membres de l'UA.

## » Informations fondées sur des données probantes pour soutenir le processus de litige

Deux pays participants ont signalé que les données sur la sécurité du vaccin COVID-19 recueillies par le programme AU-3S ont été utilisées par leur gouvernement dans le cadre de litiges et de demandes d'indemnisation concernant des lésions dues à des vaccins.

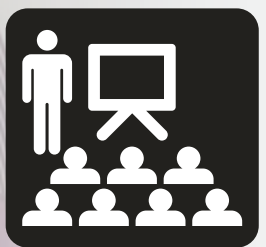


# PARTENARIAT GRANDS DÉFIS AFRIQUE



## Mise en place de mécanismes de financement de la R&D dans deux États membres de l'UA

L'AUDA-NEPAD a soutenu la mise en place de deux (2) plateformes nationales de R&D (sections Grand Challenges) au Rwanda et au Malawi, dans le cadre de ses mécanismes de financement novateurs visant à accélérer les investissements dans la R&D sur le continent africain. Par la suite, Grand Challenges Rwanda a lancé une demande de propositions (RFQ) sur les « Technologies de pointe innovantes pour une agriculture résiliente au climat, la sécurité alimentaire et la sécurité en Afrique » afin de solliciter des candidatures de scientifiques au Rwanda pour mettre en œuvre des recherches qui favorisent l'innovation dans le pays. De son côté, Grand Challenges Malawi a lancé un appel d'offres sur le « Développement des technologies d'énergie renouvelable » pour soutenir les innovations qui inverseront les tendances négatives de la crise énergétique mondiale et amélioreront l'approvisionnement et la sécurité énergétiques au Malawi et sur le continent.



## Calestous Juma Formation des boursiers sur la politique

L'AUDA-NEPAD a organisé une formation sur la politique pour les boursiers Calestous Juma afin de donner un aperçu du rôle de la politique dans le soutien au développement de la R&D et des innovations sur le continent. La formation a rassemblé des décideurs et des scientifiques pour discuter de la manière la plus optimale de soutenir la croissance de la R&D et des innovations sur le continent.



## Réunion annuelle sur les grands défis

L'AUDA-NEPAD a participé aux Grands défis mondiaux annuels de Dakar 2023 qui se sont tenus à Dakar, Sénégal, où l'UA a mené des discussions sur le rôle des gouvernements africains dans l'accélération des investissements dans la R&D et l'innovation sur le continent.



# PARTENARIATS

2023 a été une année remarquable pour l'Agence, offrant l'opportunité d'évaluer l'efficacité des partenariats existants et leur valeur ajoutée à la mise en œuvre des programmes et projets prioritaires de l'Agenda 2063. La base de partenariat de l'Agence, qui comprend des acteurs clés des gouvernements et des agences de développement, des fondations, des institutions financières, du secteur privé et du monde universitaire, continue de s'élargir.

Les partenariats à valeur ajoutée sont des conditions favorables à la réalisation de l'Afrique que nous voulons. Par conséquent, le deuxième plan décennal de mise en œuvre est l'occasion de repenser et de réorienter les partenariats stratégiques du continent vers les objectifs et les buts des sept Moonshots. Dans ce contexte, l'Agence continuera à jouer le rôle de chef de file et d'interface technique du continent en matière d'élaboration de politiques, de recommandations et de mise en œuvre avec les partenaires et les parties prenantes, et surtout à entreprendre toute la gamme des activités de mobilisation des ressources, en mettant l'accent sur le développement d'instruments de financement flexibles qui stimuleront les investissements de mobilisation des ressources nationales dans les secteurs productifs et catalytiques.

## Les partenaires ayant appuyé l'AUDA-NEPAD en 2023 sont les suivants :





# EXCELLENCE INSTITUTIONNELLE

L'AUDA-NEPAD a lancé une intervention globale de développement organisationnel (DO) afin d'élaborer un cadre de programme pluriannuel. Le DO est stratégiquement conçu pour améliorer les performances organisationnelles globales de l'AUDA-NEPAD. Ce processus implique une évaluation organisationnelle afin d'identifier les lacunes et de créer une feuille de route pour y remédier, notamment en améliorant les flux de travail, en encourageant l'innovation, en abordant les questions liées au personnel, en améliorant la communication, en développant les compétences de leadership et en encourageant la diversité et l'inclusion.

L'AUDA-NEPAD travaille dans le cadre de l'Union africaine en vue de la réalisation de l'Agenda 2063. Dans ce contexte, l'organisation navigue entre différents niveaux de développement, de stabilité politique et d'infrastructure dans les pays africains, ce qui nécessite une gestion habile des relations intergouvernementales et des efforts d'intégration régionale. Dans un environnement aussi diversifié, l'AUDA-NEPAD est indubitablement confrontée à diverses opportunités et défis qui ont un impact sur la capacité de l'organisation à mener à bien son mandat de manière efficace et efficiente. La compréhension et la résolution de ces problèmes par des interventions ciblées permettront d'améliorer l'efficacité opérationnelle, de rationaliser les processus de prise de décision et de renforcer la collaboration entre les équipes.

L'approche structurée du projet consiste à comprendre l'état actuel, à envisager l'état futur et à définir le parcours de l'organisation. Le plan d'exécution s'étend sur trois phases : le lancement, le développement et la consultation. Bien que des calendriers indicatifs aient été proposés comme illustré ci-dessous, la livraison effective dépendrait de facteurs tels que la disponibilité du personnel et les engagements des parties prenantes. L'AUDA-NEPAD examine actuellement la première version du programme, avec des consultations en cours avec le personnel pour valider les résultats.

## L'AUDA-NEPAD dans un environnement de développement en mutation











**AUDA-NEPAD**

AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE